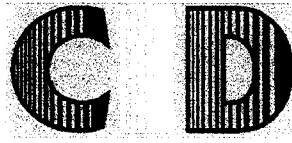


2000 - 4,8



Groupe A4



Mémoire de géopolitique:

***L'Afghanistan***  
***sous l'emprise des Taliban***

Lieutenant Colonel RAINA Deepak, Inde

.Paris, 2000

## Table des matières

### Introduction

Importance géostratégique de l'Afghanistan

### Présentation

.....La Géographie physique

.....Le climat

.....Composition ethnique

.....L'Etat

.....L'économie et les ressources

### I.....L'intérêt des Puissances allogènes - Enjeu du conflit

.....L'enjeu géopolitique du pétrole

.....Le commerce de l'opium

### II.....Développement historique de la crise afghane

.....L'implication du Pakistan et ses objectifs stratégiques

.....L'après repli soviétique

.....L'essor du mouvement *taliban*

### III.....Implications internationales de la situation actuelle

.....Etats Unis

.....Pakistan

.....Iran

.....Russie et République d'Asie Centrale

.....Chine

### IV.....L'impact sur l'Inde

.....Le Cachemire et les *Taliban*

.....Rôle des militants étrangers

.....Rôle d'Osama Bin Laden

.....Armes et narcotiques

### Conclusion

Tendance future et mode d'action

### Appendices:

#### Annexes:

- Carte N°1 : carte physique de l'Afghanistan

- Carte N°2: groupes ethniques

- Carte N°3 : zones occupées par les *Taliban*

### Bibliographie

## Introduction

En raison de sa position géostratégique, l'Afghanistan a été pendant deux siècles le champ clos des rivalités impériales entre les super-puissances du moment. En effet, après avoir été, au XIXème siècle, une source d'intérêt majeur pour la poussée tsariste vers les mers chaudes, afin de contrebalancer la puissance britannique, ce pays représenta plus récemment la limite méridionale de l'avancée de l'URSS pendant la Guerre Froide. Le repli des troupes soviétiques de l'Afghanistan, en 1989, devait signifier la fin de la Guerre Froide mais aussi le début du délitement de l'URSS, inhumée officiellement à Tashkent, en 1991. Le nouvel ordre régional s'accompagna alors de l'émergence des nouveaux Etats indépendants d'Asie Centrale. Aujourd'hui, ces Etats d'Asie Centrale attirent d'autant plus l'attention internationale qu'ils pourraient détenir les clés potentielles de la sécurité énergétique pour le 21 siècle<sup>1</sup>. La position géostratégique de l'Afghanistan demeure primordiale au regard de la mise en valeur de ces richesses en hydrocarbures, en raison de l'insécurité résiduelle que cet Etat continue de représenter pour ses voisins. Alors que la fin de la Guerre Froide a apporté une paix relative au niveau mondial, l'Afghanistan doit encore résoudre ses contradictions internes pour goûter les fruits de la fin de l'ordre bipolaire. Pour lors, la paix et la stabilité ignorent encore ce pays déchiré par la guerre civile et les effets de l'intégrisme religieux. La tragédie est que, une fois encore et malgré sa relative indépendance retrouvée, le sort de l'Afghanistan semble dépendre de la stratégie indirecte, bien plus que de la confrontation de puissances allogènes...

---

<sup>1</sup> SCHOFIELD Clive et PRATT Martin « Claims to the Caspian Sea », p 76, *JIR Vol 8, No 2*, février 1996.

## Présentation

L'Afghanistan est né en 1747, sous le règne de Ahmed Shah Durrani, des préoccupations sécuritaires de l'Inde britannique. Ce sont des considérations politiques et militaires qui ont conduit à la création d'un état tampon entre les deux grandes puissances asiatiques de l'époque, l'Inde britannique et la Russie tsariste. La nation afghane ne doit donc son existence qu'à cette question de sécurité entre puissances allogènes, et non à un quelconque facteur de souveraineté. Les Britanniques craignaient en effet que l'expansion de la Russie tsariste en direction de l'Asie Centrale ne menaçât leurs possessions indiennes. Pour s'assurer du contrôle de cet Etat, ils n'hésitèrent pas à mener trois guerres – parfois désastreuses – en Afghanistan. Mais leur action fut aussi libérale, grâce à l'aide économique qu'ils accordèrent aux dirigeants afghans pour s'assurer de leur neutralité. Outre leur enrichissement personnel, cette manne leur permettait de contrôler les peuples constitutifs de la « nation afghane » ; malheureusement, dès que l'argent venait à se tarir, les groupes ethniques et tribaux jusqu'alors contenus se révoltaient alors contre la capitale, Kaboul.

Borné par le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan dans le nord, par la Région autonome chinoise du Xinjiang au nord-est, par le Pakistan dans l'est et le sud, et enfin par l'Iran à l'ouest, l'Afghanistan a une superficie de 647.497 kilomètres carrés (soit la superficie de la France plus un cinquième, environ, de son territoire) et une population de 20,5 millions d'habitants (d'après le recensement de 1994)<sup>2</sup>

### Géographie physique

Une représentation géographique synthétique du pays pourrait consister à le caractériser par l'imposante dorsale de l'Hindou Kouch (« la montagne qui tue les hindous ») qui, culminant à plus de 7000 m, sépare, selon une médiane nord-est sud-ouest de plus de 600 km, les plaines septentrionales de l'Amou Daria des déserts méridionaux du Séistan et des Monts Suleiman qui au sud-est, ouvrent sur les confins pakistanais. On ne saurait également évoquer la géographie afghane sans citer la fameuse passe de Khyber, point de passage obligé depuis des millénaires pour qui veut accéder, à partir du nord ou du nord-ouest, au sous-continent indien, ou bien, venant de ce dernier ou de la sphère chinoise, enjamber l'Hindou Kouch pour pousser vers l'ouest (carte N°1).

---

<sup>2</sup> *Manorama Mondiale*, p 219, 1995.

## Le climat

Le climat afghan est de type continental, et caractérisé par des écarts de température considérables entre l'été et l'hiver. On relève ainsi jusqu'à +40°C à Kandahar en juillet, alors que la température tombe à -20°C dans le Hazaradjat en janvier. La neige est présente durant cinq à sept mois de l'année en zone montagneuse.

A la fin de l'hiver s'installe une période pluvieuse de trois à quatre mois, qui contribue largement à l'approvisionnement du réseau hydrographique et, partant, à l'irrigation des cultures, notamment dans les vastes plaines du sud et de l'ouest du pays.

De juin à septembre, l'Afghanistan connaît une période de sécheresse, marquée par la présence obsédante du « vent des cent jours ».

La rudesse du climat est donc à l'image de celle du relief. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'on la retrouve dans le caractère, le mode de vie et la nature des hommes.

## Composition ethnique

La population de l'Afghanistan est divisée en quatre groupes ethniques principaux<sup>3</sup> :

- Les Pachtounes représentent environ 60% de la population et vivent principalement dans la région située au sud de la route de Jalalabad-Kabul-Herat.
- Les Tadjiks représentent environ 31% de la population et occupent surtout le nord et l'est de la région de la Vallée du Panjshir, jusqu'à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan.
- Les Ouzbeks représentent environ 5% de la population, ils vivent essentiellement au nord du centre de l'Afghanistan, autour de Mazar-I-Sharif.
- Les Hazaras représentent environ 3% de la population et vivent à cheval sur l'Afghanistan central.
- Les Turkmènes représentent moins de 1% de la population et vivent au nord et autour de Herat.

D'après les chiffres ci-dessus, il est évident que la population afghane est divisée non seulement selon les ethnies mais aussi selon les sectes. Et si nous considérons la carte politique de l'Afghanistan, nous remarquerons que la majorité de la population est chiite, une plaie pour

---

<sup>3</sup> DUPREE Louis, *Afghanistan*, Princeton University Press, New Jersey.

le fondamentalisme des *Taliban*, intégristes sunnites d'obédience wahabite. Là réside une question essentielle de l'avenir de l'Afghanistan.

Les Pachtounes, qui régnaient autrefois sur une grande partie de l'Afghanistan, sont pour la plupart des agriculteurs sédentarisés tandis que les autres groupes ethniques étaient majoritairement nomades. En se fixant peu à peu, en un seul endroit, les Pachtounes se sont lancés dans le commerce, l'artisanat et la production, et ont ainsi constitué un capital et des biens économiques tandis que les autres groupes ethniques pouvaient au mieux augmenter leur bétail. Aussi l'effort de l'Etat s'était-il concentré sur la population statique des Pachtounes. Donc, avant même le déclenchement de la guerre civile, les mêmes acteurs étaient divisés d'un point de vue ethnique, sectaire mais aussi économique.

## L'Etat

De nombreux documents font remonter la création de l'Afghanistan à l'année 1747, lorsqu'Ahmad Shah Durrani bâtissait sur les décombres de l'empire de Nadir Shah un « Etat pachtoune »<sup>4</sup>, qui, en réalité, s'apparentait plutôt à une fédération de tribus. En 1767, à la mort de Durrani, cet état s'étendait de la région de Kaboul au Cachemire.

Après les innombrables crises de succession et les conflits anglo-afghans du XIX<sup>e</sup> siècle, le royaume afghan est effectivement créé sous ce nom en 1880, au terme du traité de Gandamak. Mais il ne devient un Etat *stricto sensu* qu'en 1893, lorsque ses frontières sont arrêtées par la mission Durand. Les principes qui régissent l'Afghanistan de cette époque sont ainsi exprimés par Gilles Rossignol dans leur cruelle simplicité: « *le roi dispose de tous les pouvoirs, y compris dans l'ordre judiciaire, et gouverne suivant les principes de la Charia* ». On note d'ailleurs qu'un siècle plus tard, la méthode de gouvernement des *Taliban* répond à des critères sensiblement identiques...

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, une ébauche de système parlementaire voit le jour sous l'impulsion d'Abdur Rahman, qui s'entoure d'un conseil des chefs tribaux, et d'un conseil des chefs locaux.

Cependant, il faut attendre 1919 et l'arrivée du roi Amanullah pour qu'à la monarchie traditionnelle succède la monarchie constitutionnelle. Un premier texte constitutionnel paraît en 1921, puis, malgré l'abdication du progressiste Amanullah, la constitution de 1931 voit le jour sous l'égide du nouveau roi, Nadir Shah. Il s'agit d'un texte prudent, conciliant modernité et tradition, et proclamant l'Islam religion d'Etat.

---

<sup>4</sup> Gilles Rossignol, Afghanistan: la colonisation impossible, éd. du Cerf, 1984.

Plus hardie est sans doute la Constitution de 1964, d'inspiration française<sup>5</sup>, certes toujours basée sur le principe de la monarchie constitutionnelle héréditaire mais posant le principe de la séparation des pouvoirs et la référence à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Le roi est, au terme de ce texte, entouré d'un conseil des ministres. Le Parlement (*Shoura*) est composé d'une Chambre du peuple (*Wole Jirga*) et d'une Chambre des Anciens (*Meshrano Jirga*). La première est élue au suffrage universel par le peuple, la seconde est l'émanation, par tiers, du peuple, du pouvoir politique et des conseils provinciaux.

L'épisode de la monarchie parlementaire se termine avec le coup d'état de 1973 qui, en instituant la « République », donnait tous pouvoirs au président Daoud, et suspendait le Parlement.

La République afghane meurt à son tour en 1979, lorsque le pays passe sous ce que Gilles Rossignol nomme le « protectorat soviétique ». La suite est connue: loin du texte constitutionnel très élaboré édicté en 1964, le pays ne connaît plus aujourd'hui de structures étatiques à même de fonctionner. La loi islamique a repris ses droits, dans toute son épouvantable rigueur, comme en témoignent les images d'exécutions et de mutilations qui nous proviennent à intervalles réguliers, et qui illustrent le mode de gouvernement *taliban*. Aujourd'hui, le stade d'organisation de l'Etat est à peu près identique à ce qu'il fut il y a deux siècles.

On ajoutera, pour être précis, que le pays est, au terme de l'organisation qui prévalait avant 1979, découpé en 28 provinces (carte N°2) et 325 districts (*uluswali*) et sous-districts (*alaqadari*). Ces collectivités territoriales sont dirigées par un *uluswal*, représentant de l'Etat, théoriquement entouré d'un commandant de gendarmerie et d'un fonctionnaire des contributions. Malgré la guerre et la désagrégation du pouvoir central, ces structures se sont maintenues tant bien que mal, et demeurent une réalité de la vie intérieure afghane.

## L'économie et les ressources

L'Afghanistan est classé parmi les pays les plus pauvres du monde. Il est, au demeurant, autosuffisant au plan alimentaire et, ainsi que le note Olivier Roy<sup>6</sup>, « *c'est un pays pauvre mais ce n'est pas un pays de la faim* ». Le PIB annuel par habitant était estimé à 199 \$ en 1984, et à 485 \$ en 1993<sup>7</sup>, ce qui indique d'ailleurs une progression assez inattendue compte tenu de l'état chaotique du pays. Il n'en demeure pas moins que l'Afghanistan enregistre de façon continue depuis une vingtaine d'année un taux de croissance négatif (-1,7 en 1980, -2,2 en

---

<sup>5</sup> Mr Louis Fougère, membre du Conseil d'Etat français, participa à la mise en forme du texte constitutionnel.

<sup>6</sup> *La Guerre d'Afghanistan*, la documentation française, 1985

<sup>7</sup> Source: annuaires statistiques de l'ONU et l'Etat du monde 1984 et 1993.

1991). Par ailleurs, le déséquilibre entre les exportations - 235 millions de \$ en 1991 - et les importations - 936 millions de \$ la même année - alourdit d'année en année le poids d'une dette extérieure compensée tant bien que mal par le soutien du FMI et de la Banque mondiale, le service de la dette étant quasi-inexistant en Afghanistan.

Le tissu économique du pays repose essentiellement sur l'activité rurale qui occupe huit Afghans sur dix. L'agriculture, faiblement mécanisée, est concentrée sur la production du blé, du raisin et du coton, et couvre 15% de la superficie du pays, sous forme de petites et moyennes exploitations. La culture céréalière est essentiellement destinée à la consommation intérieure.

L'élevage est principalement orienté sur les ovins, et le cheptel afghan passait jusqu'en 1979 pour le deuxième au monde.

L'industrie, quasi-inexistante, est constituée de quelques entreprises textiles, de rares sites d'exploitation du gaz naturel, et du secteur de l'artisanat, avec notamment la confection de tapis.

Parallèlement aux échanges clairement identifiés, se développe un secteur « informel », intra-étatique ou mettant à profit la perméabilité des frontières pour faire circuler armes, drogue, tapis ou bois précieux.

L'Afghanistan est donc un pays pauvre, qui ne connaît certes pas la malnutrition, mais demeure totalement sous-équipé en infrastructures industrielles, commerciales, éducatives, sanitaires et sociales. L'effondrement des quelques structures économiques héritées de l'aide soviétique a favorisé l'émergence d'un secteur souterrain et illicite dont on n'est pas loin de penser qu'il contribue aujourd'hui, bien davantage que l'économie traditionnelle, au maintien d'un niveau de vie minimum pour de nombreux Afghans.

## I - L'intérêt des Puissances allogènes – Enjeu du conflit

La place importante qu'occupe désormais l'économie dans l'ère de l'après guerre froide a ajouté une autre dimension à la nature des rivalités globales et des conflits locaux. Les intérêts économiques empiètent invariablement sur les intérêts géopolitiques et c'est autour de cette juxtaposition que l'équation stratégique est reconstruite. Les intérêts stratégiques sont comme d'habitude dominés et manipulés par les intérêts économiques. Bien plus qu'un simple changement de régime, la chute de Kaboul entre les mains des *Taliban* peut avoir d'importantes conséquences stratégiques du fait des implications économiques et géopolitiques qui y sont liées.

Avant d'étudier les principales causes de la crise que connaît l'Afghanistan, rappelons que dans le passé déjà les ressources de cette région furent à l'origine de divers conflits. Au 18<sup>ème</sup> siècle, les Russes s'avancèrent à l'est de l'Asie Centrale en quête d'une matière première essentielle pour l'époque, le coton. Au siècle suivant, la guerre de Sécession aux Etats-Unis mit fin à l'exploitation des esclaves mais aussi à l'approvisionnement du coton de bon marché qu'ils cultivaient. A la même époque, l'Asie Centrale était intégrée dans l'empire russe qui y imposait la culture extensive du coton. Voici, par exemple, l'une des causes du Grand Jeu auquel se livrèrent en Asie Centrale la Russie et la Grande Bretagne, cette dernière étant devenue le premier producteur mondial de coton après s'être substituée à l'« East India Company » à la tête des colonies anglaises en Inde.

### La Géopolitique du pétrole.

A l'aube de ce siècle, l'Asie Centrale est encore une fois l'épicentre des conflits. Les experts estiment que les ressources inexploitées d'hydrocarbures des Républiques d'Asie Centrale pourraient faire de la région le Golfe Persique du 21<sup>ème</sup> Siècle. Alors que les gisements de pétrole du Kazakhstan et d'Azerbaïdjan ont encore des réserves significatives<sup>8</sup>, les plus grandes réserves de gaz se trouvent au Turkménistan et en Ouzbékistan. Le contrôle de ces sources d'énergie et des voies d'exportation est maintenant devenu une question essentielle des relations internationales de l'après Guerre froide<sup>9</sup>. Quoique subtil, l'enjeu est des plus importants. La position enclavée

---

<sup>8</sup>Quelques indications démontrent que ces pays peuvent exporter jusqu'à 1,5 M de barils par jour pendant les 10 à 15 prochains années. Cf. SCHOFIELD Clive et PRATT Martin « Claims to the Caspian Sea », p 76, *JIR Vol 8, No 2*, février 1996.

<sup>9</sup> COHEN Ariel « The New Great Game : Pipeline Politics in Eurasia », p2, *Eurasian Studies, Vol 3, No 1*, Printemps 1996 .

des Etats d'Asie Centrale, qui ne possèdent pas de littoral sur une mer internationale, soulève de nombreux obstacles et entraîne la création de nouveaux itinéraires alternatifs. Les pipelines principaux existants se dirigent vers le nord, passant par la Russie et empruntant le port de Novorossisk, sur la Mer noire. Actuellement, il n'y a aucun pipeline en direction du sud. Les principales entreprises pétrolières redoublent d'imagination pour proposer une alternative aux itinéraires russes ; pas moins de sept tracés ont été proposés pour conduire le pétrole et le gaz vers la Mer noire à l'ouest, et vers le Golfe arabo-persique, au sud. Les itinéraires qui desservent la Mer noire ou le Pacifique sont beaucoup plus longs et coûteux, comparés à ceux du sud proposés par l'Afghanistan, en direction des ports pakistanais situés sur la Mer d'Arabie.

Un tel choix réduirait l'influence de la Russie. Moscou s'inquiète donc des événements d'Afghanistan comme de ceux qui se déroulent en Asie Centrale ou à proximité de ces pipelines qui constituent aujourd'hui l'une des marques de la puissance et le demeureront pour les décennies futures. Leur transit exclusif par le territoire russe offrirait à Moscou un formidable contrôle des flux du pétrole et du gaz destinés au marché occidental, rendu vulnérable aux caprices politiques ou aux convulsions internes de la Russie.

Aucune Grande puissance ne peut se permettre d'ignorer une région détentrice d'un tel potentiel énergétique. Les intérêts des Etats-Unis dans la région sont semblables à ceux de Russie. Aussi Washington poursuivra-t-elle ses efforts pour pérenniser sa domination sur les autres puissances (Russie, Union européenne, Chine, Inde et Japon), mais aussi pour s'insinuer comme le courtier incontournable des équilibres régionaux. Un autre facteur considéré par les Etats-Unis avec inquiétude est la croissance d'intérêt politique et économique que les États d'Asie Centrale portent à l'Iran, qui peut les aider à trouver un accès à la mer. Ces États ne sont donc pas opposés à traiter avec l'Iran. Le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ont désormais une autre vision de cet Etat qu'ils considèrent stabilisé. La Russie et l'Inde se rangent aussi à ce choix, plus favorable à leurs propres intérêts économiques<sup>10</sup>.

La détermination des Etats-Unis à s'opposer à tout itinéraire méridional passant par l'Iran ne leur laisse qu'une seule possibilité, celle du couloir transitant par l'Afghanistan puis le Pakistan. Le conflit afghan complique cette possibilité cependant jugée la plus prometteuse par les compagnies pétrolières intéressées. Cependant, au fil du temps cet itinéraire a dû être également abandonné.

---

<sup>10</sup> RUMER Boris Z, *The Gathering Storm in Central Asia*, pp 89-90, Orbes, Moscou, 1993.

## Le Commerce de l'opium

Un facteur qui a contribué à l'enlisement du conflit a été l'accroissement de la culture de la drogue et le trafic consécutif entre l'Afghanistan et le Pakistan. L'Afghanistan est ainsi devenu le plus grand producteur d'opium, avec l'aide du Pakistan. Il produit presque 2000 à 3000 tonnes d'héroïne par an. Selon une étude récente, cette production aurait atteint 4000 tonnes l'année dernière. Cela représente les trois quarts de l'opium produit dans le monde. Le cartel pakistanais effectue le raffinage de l'opium surtout dans des laboratoires mobiles installés dans les secteurs tribaux des Pachtounes. Depuis la fin de la guerre afghane, les vannes ont été ouvertes pour alimenter l'Asie centrale et la Turquie, et de là l'Europe et l'Amérique. Le Pakistan gagne énormément d'argent grâce à un tel narco-trafic.

Les avis des analystes eux-mêmes sont partagés quant à ce commerce de narcotics au sein du « Croissant d'Or » ; certains prétendent que le Président Reagan et le directeur de la CIA. ont vivement encouragé ce commerce en Afghanistan afin de corrompre par la drogue les troupes soviétiques. Les résultats ont dépassé les espérances puis qu'aujourd'hui cette même drogue a atteint le rivage de l'Amérique. Quelle que soit la vérité, les narcotics ont apporté une richesse fabuleuse à un grand nombre de gens importants. Tous ces faits ont été révélés par deux correspondants du *Time magazine*, Jonathan Beatty et S.C Gwynne, dans leur livre *The Outlaw Bank*. Les seigneurs de la guerre afghans et leurs amis pakistanais ont profité des milliards de dollars tirés des bénéfices de la drogue pendant des décennies. Ils n'ont certainement aucune envie de renoncer à ces bénéfices et de permettre à l'Afghanistan de s'installer dans la paix.

## II- Développement historique de la crise afghane

L'instabilité actuelle de l'Afghanistan trouve son origine dans le coup d'Etat mené par le Premier ministre Sardar Mohammed Daoud, qui renversa son propre cousin, le Roi Zahir Shah, pour devenir à la fois le Président et le Premier ministre, en juillet 1973. C'est à cette époque que la Russie commença réellement à s'immiscer ouvertement dans les affaires afghanes. En avril 1978, un autre coup, inspiré par la Russie soviétique, a renversé le gouvernement de Daoud et a donné naissance à la République démocratique d'Afghanistan. Suite à ces événements, la Russie soviétique annonça ses intentions de faire de l'Afghanistan non plus une seule zone d'intérêt mais bien une zone de domination.

La réaction américaine fut évidente et rapide. Elle ne fit qu'accentuer les anciennes querelles et commença à mobiliser les tribus et à leur fournir des armes. Il est intéressant à noter que le plus grand nombre d'entre elles étaient des Tadjiks, les ennemis traditionnels des Pachtounes qui dirigeaient le nouveau gouvernement sous les auspices soviétiques. De plus, trait caractéristique de la mentalité musulmane, une nouvelle révolution de palais survint le 16 septembre 1979, et Hafizullah Amin assumait dès lors le plein contrôle de l'administration à Kaboul<sup>11</sup>. Les Russes accusèrent Amin d'être un agent américain<sup>12</sup> et commirent l'erreur d'envoyer des troupes aéroportées à Kaboul, le 24 décembre 1979. Trois jours plus tard, le 27, Hafizullah Amin était assassiné et Babrak Karmal catapulté à tête de l'Etat. Les Soviétiques engagèrent peu judicieusement leurs forces mécanisées, par l'autoroute de Salang, directement à travers les montagnes de l'Hindu Kuch, un terrain fort peu approprié au combat mécanisé.

Une autre erreur que les Russes ont faite fut certainement d'ignorer complètement le Sud de l'Afghanistan, au niveau tactique, laissant ainsi le champ libre aux Pachtounes pour s'y organiser militairement. Babrak Karmal connut bientôt le sort de son prédécesseur et Najibullah fut élu Président. Alarmé par le mouvement des troupes Soviétiques, les Etats-Unis employèrent le Pakistan en première ligne pour armer les gens du pays. Les Russes ont été ainsi pris au piège et empêtrés dans un terrain défavorable. Dans le même temps, l'écroulement de la Russie Soviétique la contraignait à réduire ses pertes puis à se retirer finalement du borbier afghan, en 1989, laissant Najibullah faire face aux attaques des *mujahideen* ou combattants de la

---

<sup>11</sup> NAKMEN M Amin, *Afghanistan at the Cross Roads*, p 105, ABC Publishing House, Londres.

<sup>12</sup> *The Truth About Afghanistan ; Documents, Facts, Eyewitness Reports*, pp 83-90, Novosti Press Agency, Moscou, 1991.

foi. Devant la trahison constante, de ses propres commandants et réalisant que son mentor russe prenait de plus en plus de distance, Najibullah renonça au pouvoir et se réfugia finalement, le 14 avril 1992, dans le bâtiment de Nations unies à Kaboul.

### **L'implication du Pakistan et ses objectifs stratégiques**

**D**epuis la création du Pakistan, en 1947, la ligne Durand a été à l'origine d'un conflit avec l'Afghanistan. Kaboul dénonça alors le plan de la Partition et exigea que les Pachtounes habitant à l'est de la ligne Durand puissent choisir leur indépendance. Cependant les Anglais prirent les devants en organisant un référendum limitant le choix des Pachtounes à leur rattachement au Pakistan musulman ou à l'Inde à majorité hindoue. Depuis, l'exigence des dirigeants afghans portant sur l'autodétermination des Pachtounes est devenue un fardeau pesant sur les relations bilatérales de ces deux Etats.

En 1973, le retour de Daoud au pouvoir a coïncidé avec une crise politique interne assez grave dans le Baloutchistan et la Province frontalière du Nord-ouest (NWFP) du Pakistan bordant l'Afghanistan. Kaboul fut accusé d'inciter la violence et l'insurrection de ces provinces frontalières. En réaction<sup>13</sup>, le Pakistan mobilisa une force de résistance afghane pour accélérer l'intégration des tribus pachtounes installées à sa périphérie. Cette politique de soutien occulte pour déstabiliser Kaboul a été maintenue par le Président Zia. Cependant, en 1979, l'intervention soviétique en Afghanistan suscita un profond émoi car l'on craignit alors que la capitale afghane sous obédience soviétique ne cherche à encourager l'émergence de mouvements séparatistes au Balouchistan et dans la Province frontalière du Nord-ouest.

La situation de l'Afghanistan permit au Président pakistanais Zia de justifier la survie de son régime de loi martiale. Rétrospectivement, il n'est pas sûr que le gouvernement de Zia ait pu durer si longtemps sans ce conflit ; l'aide que les Etats-Unis commencèrent à déverser sur le Pakistan permit de doper le budget économique et militaire de celui-ci. En fait la présence soviétique<sup>14</sup> en Afghanistan a permis d'apporter une nouvelle justification à l'aide militaire américaine en faveur du Pakistan. Zia a également profité de cette occasion pour faire du Pakistan le défenseur de l'Islam face au communisme soviétique. Le

---

<sup>13</sup> WIRSING Robert G *Pakistan's Security Under Zia 1977-1988 : The Policy Imperatives of a Peripheral Asian State*, p 31, Macmillan, Londres, 1991.

<sup>14</sup> CORDOVEZ Diego et HARRISON Selig *Out of Afghanistan : The inside Story of Soviet Withdrawal*, pp 56-57, Oxford University Press, New York, 1995.

Pakistan commença alors à traiter directement avec les commandants locaux des *mujahideen* installés à l'Ouest de ligne Durand<sup>15</sup>.

Des généraux pakistanais ont aussi nourri le projet plus ambitieux d'établir, par une fédération entre le Pakistan et l'Afghanistan, une barrière sunnite, offrant ainsi au Pakistan la profondeur stratégique qui lui fait défaut face à l'Inde<sup>16</sup>. Actionné par la CIA, l'ISI<sup>17</sup> ouvrit le pipeline alimentant en armes ces groupes de *mujahideen*. Les fonds utilisés par la CIA provenaient d'Amérique et d'Arabie saoudite, et les armes d'Égypte, de Chine, d'Israël et de toute autre origine afin de préserver le mythe de la non-implication, jusqu'en 1986, date à laquelle des missiles Stinger furent directement livrés aux combattants de la Foi. Le coût de cette aide, jusqu'en 1983, ne fut que de 50 millions de dollars, mais il atteignit 330 millions de dollars en 1990, la moitié versée par les États-Unis et l'autre par l'Arabie saoudite. Avec l'accord du Pakistan, les matériels fournis par des pays arabes étaient acheminés à des partis sunnites désignés par ces États<sup>18</sup>. L'aide du Pakistan était pour sa part dirigée en priorité vers les factions islamiques radicales. L'Hizb-I-Islami de Gulbudin Hekmatyar était le parti le plus favorisé de l'ISI en raison des liens étroits qu'il entretenait avec le parti pakistanais fondamentaliste Jamiat-I-Islami, un allié interne efficace du général Zia. Le Pakistan pensait qu'un parti afghan partageant les mêmes conceptions idéologiques fournirait les assurances géopolitiques que le Pakistan cherchait désespérément en Afghanistan. Le 14 avril 1988, les représentants du Pakistan, de l'Afghanistan, des États-Unis et de l'URSS signaient un accord à Genève pour mettre un terme à la guerre en Afghanistan. Le repli des Soviétiques commença dès le mois suivant.

### L'après repli soviétique

**L**e 28 avril 1992, un Conseil intérimaire, essentiellement monté de toutes pièces par le Pakistan, s'emparait du pouvoir. Après six mois, le Président Burhanuddin Rabbani, un Tadjik, devait se retirer en faveur de Gulbudin Hekmatyar, un Pachtoune et le Premier ministre de ce conseil. Ce compromis suscita le ressentiment des Tadjiks qui avaient jusqu'alors supporté le poids principal des combats alors que la plus grande partie des Pachtounes, qui exigeaient et attendaient le pouvoir, étaient ceux-là mêmes qui avaient passé l'essentiel du conflit dans les

---

<sup>15</sup> WEINBAUM Marving, *War and Peace in Afghanistan : The Pakistan Role*, p 73, Middle East Journal, 1991.

<sup>16</sup> ROY Oliver « The Lessons of the Soviet/Afghan War » *Adelphi Paper No 259*, 1991.

<sup>17</sup> Inter-Service Intelligence / Services secrets pakistanais

<sup>18</sup> WEINBAUM Marving, *War and Peace in Afghanistan : The Pakistan Role*, p 75, Middle East Journal, 1991.

environs sûrs de Peshawar (Pakistan). Ainsi ont été semées les graines de la sédition, le Pakistan apportant son soutien aux Pachtounes. Le 11 août 1992, la division éclatait au grand jour lorsque l'Hekmatyar et l'Hezb-I-Islami, soutenus par l'ISI, attaquèrent les troupes gouvernementales. Cependant, le Pakistan fut déçu par les échecs répétés du parti Hekmatyar pour s'emparer de Kaboul et se décida finalement à s'en débarrasser au profit d'une force fondamentaliste plus jeune et plus motivée, celle des Talibans.

### **L'essor du mouvement *taliban***

**Y**oussuf Bodansky, a décrit en détail l'essor des *Taliban* en 1994. Le mouvement *taliban* est un plan grandiose dû à l'action financière de l'Arabie Saoudite, à la poursuite de plans stratégiques par les Américains et à l'implication active du Pakistan. On présente généralement la montée initiale du mouvement des *Taliban* comme une réaction aux pillages menés par quelques chefs de *Mujahideen* incontrôlés. Le Pakistan, avec l'appui soutenu des Etats-Unis, a rapidement exploité la disposition psychologique qui prévalait chez les Afghans, las de la guerre comme de l'état d'anarchie et de l'hémorragie de la société. Mais on ne saurait accepter l'interprétation selon laquelle il ne s'agirait que d'un phénomène purement national s'étant cristallisé dans une réaction aux combats endémiques que se livraient les seigneurs de la guerre.

La base du mouvement *taliban* a été constituée à l'extérieur de l'Afghanistan, au sein des camps abritant les réfugiés afghans au Pakistan. La plupart de ces Afghans (des Pachtounes durani) appartenaient aux groupes les plus faibles de la société afghane, privés de terre. Ils comptaient dans leurs rangs des prisonniers, des mercenaires et même les membres des groupes de contrebande, tous dépourvus du moindre sens des devoirs sociaux... L'élément essentiel de ce cocktail était composé de *mullah* de village, illettrés ou semi-analphabètes, et dont un grand nombre appartenaient aux groupes *mujahideen* démantelés. Les *madrasa* (écoles coraniques) des camps de réfugiés étaient dirigées par le Jamiat-e-Ulema-Islam, une secte fondamentaliste réformiste aussi connue sous le nom de *Deobandis*<sup>19</sup> ; c'est dans ces écoles coraniques que les jeunes Afghans furent endoctrinés dans le respect du puritanisme islamiste. Les principaux chefs des *Taliban* provenaient aussi de écoles du Jamiat ; c'est le cas du chef *taliban* Mullah Mohammed Omar et de trois de ses six principaux lieutenants, tous formés dans les *madrasa* du Jamiat à Karachi.

---

<sup>19</sup> AHMED Ishaq, « The Taliban Takeover », in Friday Reviews, *The Nation*, du 04 octobre 1996.

Comme unité combattante, le mouvement des *Taliban* s'est nourri de la lutte interne que se livrèrent le Ministère de l'Intérieur pakistanais, sous les ordres du Général Nasirullah Babar, et l'ISI, pendant le deuxième mandat de Benazir Bhutto comme Premier ministre en 1993. Babar vit dans les *Taliban* l'occasion d'entreprendre une action équivalente à celle que l'ISI menait avec le groupe *mujahideen* opérant sous les ordres de Gulbudin Hekmatyar. Initialement, l'ISI s'opposa à Babar parce qu'il craignait que Benazir et Babar n'essaient de réduire le monopole exercé sur les affaires afghanes. Mais Babar possédait une connaissance assez personnelle de la situation pour comprendre que les *Taliban* religieusement endoctrinés seraient le parfait écran pour couvrir l'action des *Mujahideen* afghans corrompus, et jeter les bases en Afghanistan d'un nouveau régime influencé par Islamabad. Les acteurs politiques pakistanais pouvaient aussi convaincre l'Occident que les *Taliban* étaient des islamistes modérés capables d'endiguer le flot de la drogue, et de démonter les camps terroristes installés dans ce pays. On sollicita aussi l'aide militaire et financière du monde arabe. Après la visite du chef des renseignements saoudiens, le prince Turki al-Faisal, dans la capitale pakistanaise, en juillet 1996, l'Arabie Saoudite devait apporter le principal soutien financier<sup>20</sup>.

Pendant le conflit afghan, les gouvernements provinciaux de la Province frontalière du Nord-Ouest et du Balouchistan ont été autorisés à délivrer des autorisations écrites aux chefs tribaux pour des livraisons de carburants. Les relations qu'ils entretenaient avec le Jamiat leur donnaient accès aux hommes d'affaires proches d'Asif. Zardari, le mari de Benazir Bhutto, pour la délivrance de ces autorisations<sup>21</sup>. Ce système est devenu une source de revenus pour des politiciens pakistanais comme pour les *Taliban*. Pour ces derniers, le transport routier, organisé par les camions de la mafia basés à Quetta et Chaman, constitua une autre source importante de revenus. Ces camions mafieux entretenaient des liaisons étroites avec les *Taliban*. La Mafia désirait en effet étendre ses opérations de contrebande de drogues au-delà du Pakistan et de l'Afghanistan, en direction de l'Iran et des Républiques d'Asie centrale, mais en fut empêchée par les seigneurs de la guerre de Kalandhar. Cet obstacle devait être levé par les *Taliban* grâce à une somme substantielle... En mars 1995, alors qu'ils se préparaient à l'attaque de Herat, les *Taliban* rassemblèrent 150 000 dollars chez les transporteurs routiers de Chaman, en un seul jour, et deux fois plus à Quetta le jour suivant. Tout ces droits payés par les camionneurs pour entrer en Afghanistan sont devenus la source officielle de financement du mouvement *taliban*...

---

<sup>20</sup> MALEY William, *Fundamentalism Reborn ? Afghanistan and the Taliban*, p 72, Hurst and Company, Londres, 1998.

<sup>21</sup> Ahmed Rashid, « Pakistan and the Taliban », in Maley, *Ibid*, p84.

Les derniers mois de 1994 et l'été de 1995 s'avérèrent une période décisive pour les *Taliban*. La désillusion du Pakistan ne fit que croître car les efforts répétés de Hekmatyar pour prendre d'assaut Kaboul furent ruinés par Rabbani et son commandant militaire, Ahmed Shah Massoud. Réalisant le potentiel du mouvement *taliban*, l'ISI marginalisa Hekmatyar et décida d'apporter sur une plus grande échelle son soutien aux *Taliban*. Ceux-ci eurent recours aux services d'anciens officiers afghans qui s'étaient enfuis du pays après l'échec de la tentative visant à renverser le régime communiste de Najibullah. Ces officiers étaient surtout des Pachtounes qui avaient été renvoyés en raison de la crainte qu'avaient eue les Afghans, lors du gouvernement de Rabbani à Kaboul, de voir une nouvelle domination pachtoune s'exercer corrélativement à l'expulsion de la minorité tadjike. Ces officiers, qui avaient été formés par les Soviétiques, avaient radicalement changé la guerre de coups de mains, à l'organisation fractionnée, qui avait caractérisé le type de combats que les *Mujahideen* avaient livré en Afghanistan.

Spin Boldak, qui est une station pour les camions située en face de la ville frontalière pakistanaise de Chaman, fut le premier objectif à tomber aux mains des *Taliban*, en octobre 1994. Ces derniers, dont les forces comptaient environ 200 hommes, étaient soutenus par le feu de l'artillerie déployée au Pakistan. Kalandhar, la deuxième ville la plus importante, tomba le mois suivant. Au début de l'année 1995, après la capture de Ghazni, l'Armée pakistanaise et l'ISI décidèrent de se débarrasser d'Hekmatyar et de soutenir pleinement les *Taliban*. Ce ne fut donc pas une coïncidence si le nombre des *Taliban* augmenta de quelques centaines à un millier d'hommes, disposant, en l'espace de quatre mois, d'un arsenal adapté de canons et de chars. Des Pakistanais se sont aussi battus aux côtés des *Taliban*. Le fait qu'il y ait environ 500 Pakistanais détenus par l'Alliance du Nord de Rabbani en est une preuve suffisante<sup>22</sup>. En 1995, l'appui logistique fourni par le Pakistan se révéla crucial dans la conquête d'Herat par les *Taliban*. La capture de cette ville protégeait leur flanc occidental et facilitait leur descente en direction des approches occidentales de Kaboul.

A l'Est, la capture de Paktia par les *Taliban* menaça la base d'Hekmatyar au Spin Shighar, près de la frontière pakistanaise. Sous la pression d'Hekmatyar, Massoud devait étendre sa ligne de défense jusqu'à Sarobi, à l'Est, un secteur qu'il connaissait mal. La vitesse de progression des *Taliban* jouait aussi contre lui. Après Paktia, ceux-ci s'étaient emparés de Nangerhar. A la date du 11 septembre 1995, les *Taliban* avaient capturé Jalalabad et avançaient rapidement vers Sarobi, à 75 kilomètres de Kaboul. Le 26 au soir, Massoud avait évacué Kaboul. De façon très claire, les forces de Massoud avaient été désorganisées par la rapidité de l'infiltration des *Taliban*, la forte impression suscitée par la qualité de leurs moyens de commandement

---

<sup>22</sup> STOB DAN P, *The Afghan Conflict and India : Delhi Papers*, IDSA, New Delhi, juin 1998.

et de logistique, ainsi que par leur « 5<sup>ème</sup> colonne ». L'entrée des *Taliban* dans la vallée stratégique de Ghorband, proche du Panshir, la patrie d'Ahmed Shah Massoud, fut possible par la subornation des commandants locaux. Deux commandants du Hezb-I-Wahdat furent même achetés pour ouvrir la route conduisant à Mazar-I-Sharif, la forteresse située dans le Nord et appartenant au chef militaire ouzbek, le général Rashid Dostum. Les *Taliban* auraient versé 200 millions de dollars au commandant du parti Hezb, Abdul Mallik Pehliwan, pour abandonner le général Dostum.

En septembre 1995, le destin du Gouvernement Rabbani était scellé par la chute de Herat. Les forces gouvernementales perdaient alors l'accès au Turkménistan et à l'Iran (le Salang Highway). En perdant cette porte, le Gouvernement Rabbani perdait aussi l'accès à l'approvisionnement en carburant. La chute de Kaboul, le 27 septembre 1996, n'était plus qu'une question de temps. Avec les *Taliban* désormais à Kaboul, Islamabad était raisonnablement assurée de ne pas voir surgir d'exigences territoriales, en particulier à propos de la Province frontalière du Nord-Ouest, dominée par l'ethnie pachtoune. Grâce aux *Taliban*, Islamabad parvenait à retourner la situation face à l'Inde (au moins dans un avenir prévisible). Dans ces conditions, l'avertissement de l'ancien chef des armées pakistanaises, le Général Mirza Aslam Beg, mérite d'être noté : "L'Afghanistan et le Pakistan ont été deux pays mais un seul peuple, et toute guerre future sera la nôtre, ce qui renforce la capacité de l'armée pakistanaise." Cette capacité est désormais une réalité si on la considère à la lumière du conflit de Kargil (dernière crise survenue au Cachemire), au cours duquel les Afghans se sont battus aux côtés des soldats pakistanais.

### III - Implications internationales

#### Pakistan :

Aujourd'hui, la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan est purement virtuelle. Les cadres des *Taliban* se déplacent librement de part et d'autre de cette frontière. Pour nombre d'entre eux, le Pakistan n'est pas une terre étrangère, ayant été élevés dans les camps de réfugiés et ayant étudié la foi islamique dans la *madrassa* des Provinces du Nord-Ouest ou du Balouchistan. Leur action pourrait conduire à appliquer le modèle afghan au Pakistan, en d'autres termes à la « talibanisation » du Pakistan.

Les longues années d'engagement aux côtés des *mujahideen* en Afghanistan ont créé une situation dans laquelle nombre d'officiers subalternes de l'armée pakistanaise ont été fortement influencés par les groupes musulmans extrémistes. La preuve en fut faite en 1995 lorsque des officiers tentèrent un coup d'Etat visant à l'instauration de la révolution islamiste. Celui que vient de réaliser le Général Musharaf aura permis de renforcer la position de groupes islamistes au sein de l'institution militaire aujourd'hui.

Dans sa revue, *Ameer-ul-Azmi*, le secrétaire de Jamiat-I-Islami l'avait prévu lorsqu'il déclara : « L'Armée ne s'opposera jamais à l'Islam car elle possède elle-même une culture du djihad et a aidé ces groupes de combattants lors de leur lutte en Afghanistan et au Cachemire »<sup>23</sup>. La volonté de l'Armée de combattre le fondamentalisme a été en outre amoindrie par la nomination d'officiers supérieurs ayant soutenu des positions fondamentalistes. La promotion « hors norme » de Pervez Musharaf en est la parfaite illustration car on le soupçonne d'entretenir des relations avec les groupes fondamentalistes tels que Harkut-ul-Mujahideen<sup>24</sup>. Il est connu pour avoir donné son feu vert aux opérations de Kargil afin de s'affirmer aux dépens du pouvoir politique. Il fut ensuite nommé au poste de Chef d'Etat-Major des Armées pakistanaises alors que le Premier ministre, Nawaz Sharif, y était défavorable. Ensuite, il exigea que cette fonction demeurât au sein de l'Armée de Terre. Tout ceci démontrait suffisamment quelle tournure prendraient les événements.

---

<sup>23</sup> RASHID Ahmed , « Pakistan : Raise the Crescent », *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong , 3 decembre 1998.

<sup>24</sup> RAMAN B « Army Chief Caught Yapping », *South Asian Analysis Group Papers*, Chennai Institute of Topical Studies, Madras, 14 juin 1999.

Les appels visant à faire du Pakistan un Etat entièrement soumis à la loi coranique sont de plus en plus pressants. Dans les zones tribales bordant la frontière avec l'Afghanistan, les *mullah* (docteurs de la foi) influencés par les Taliban exigent que la loi islamique soit imposée. Le souvenir d'un soulèvement islamiste dans la région de Malakhand, jugulé il y a quatre ans par l'armée pakistanaise, demeure vivant. L'« aventure afghane » a aussi contribué à une militarisation de la société. Outre la Région frontalière du Nord-Ouest, où la fabrication des armes est une industrie traditionnelle, on peut estimer que chaque famille du Balouchistan possède également une arme<sup>25</sup>. La ville de Karachi elle-même est une véritable poudrière pour posséder plus de 100.000 armes de tous types. L'entraînement à la manipulation des armes et au tir est obligatoire dans les séminaires religieux qui sont au nombre de 5.000, dont 700 dirigés par le Jamiat-e-Ulema-I-Islam, et d'innombrables écoles publiques, financées par l'aide étrangère (Arabie Saoudite et Emirats arabes unis essentiellement). En conséquence, pour le Pakistan, le pire danger qui le menace est de demeurer face à lui-même. Dans sa quête de gloire en Afghanistan, le gouvernement d'Islamabad a permis le développement d'une toile inextricable de relations entre les *Taliban* et les groupes islamistes pakistanaïes de plus en plus violents<sup>26</sup>.

Pendant une période qui dura plus de six semaines, l'an passé, les militants islamistes s'affirmèrent avec force lors de conclave organisés à travers tout le pays par une douzaine d'organisations pakistanaïes fondamentalistes<sup>27</sup>. Le dernier de ces meetings fut tenu à Lahore, en octobre 1999, après le coup d'Etat militaire. L'un des principaux organisateurs en fut Lashkar-I-Toiba, le groupe dominant au Cachemire aujourd'hui. Parmi les invités de ce groupe, on remarqua des extrémistes venant de 35 pays. Pourtant divisés traditionnellement sur des questions sectaires, ces organisations tentent de s'unir au profit d'un programme décliné selon les trois volets suivants :

- Lancer une révolution islamiste au Pakistan, avec pour but ultime l'imposition de la charia, ou loi islamique, à travers tout le pays. Ils ont également prévenu les Etats-Unis qu'ils exerceraient des représailles si Washington tentait de s'emparer ou d'éliminer le terroriste saoudien Osama Bin Laden.
- Ces groupes ont menacé le gouvernement d'exactions en cas de signature de traités limitant ses capacités nucléaires

---

<sup>25</sup> KAK Kapil, « Pakistan : A Geopolitical Appraisal », pp 1123-1130, *Strategic Analysis*, Vol 22, No 8, novembre 1998.

<sup>26</sup> MOHAN C Raja , « Holy Terror : Pakistan in a Cleft Stick », *The Hindu*, 22 août 1998.

<sup>27</sup> RASHID Ahmed , « Pakistan : Raise the Crescent », *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong , 3 décembre 1998.

futures (TIPE ou TNP). La plupart de ces groupes possèdent leurs propres forces armées.

- Ils exigent que le gouvernement revienne sur sa promesse faite à l'ONU de ne pas transférer de technologie nucléaire à d'autres Etats-membres de la communauté musulmane<sup>28</sup>.

Si la frange extrémiste continue à gagner du terrain, l'Inde sera menacée par le spectre de la prolifération des armements nucléaires tombant entre les mains de chefs de guerre irrationnels, ou pire, Islamabad pouvant vendre de telles armes à des acteurs non-étatiques tels que Osama Bin Laden ou n'importe quel groupe de guérilla contre monnaie sonnante et trébuchante<sup>29</sup>. En mai 1999, le Ministre de la Défense saoudienne, le Prince Sultan Bin Abdul Aziz, a visité l'usine d'enrichissement d'uranium de Kahuta, et une autre usine destinée à la fabrication du missile Gauri, près d'Islamabad. Des analystes américains supputent que les Saoudiens cherchent soit à remplacer leurs missiles balistiques fournis par la Chine, il y a environ dix ans, soit à acquérir de l'équipement nucléaire<sup>30</sup>. Quoique le Pakistan ait nié ces informations, l'ancien chef des services secrets pakistanais – ou ISI –, le général Hamid Gul, a déclaré publiquement que le Pakistan, dont l'économie est avide d'investissements, pourrait tirer d'énormes revenus de la vente de son savoir-faire nucléaire.

Le fragile Etat pakistanais pourrait se voir porter un coup sanglant par les *Taliban* sur lesquels s'exerce une certaine pression<sup>31</sup>. Si les *Taliban* devaient perdre du terrain face aux forces de Rabbani, ou souffrir de sévères revers sur le champ de bataille, ils pourraient être tentés de chercher à compenser la perte de leur territoire en absorbant celui des territoires frontaliers du Nord-Ouest du Pakistan, et du Balouchistan. Les deux provinces sont pareillement peuplées de leurs compatriotes pachtounes. En d'autres mots, les *Taliban* pourraient bien dépasser la politique des derniers gouvernements afghans dont la seule opposition au Pakistan consistait à refuser la reconnaissance de la Ligne Durand

---

<sup>28</sup> Ibid

<sup>29</sup> SHENOY TVR, « It is Nuclear Blackmail », *The Indian Express*, 17 juin 1999.

<sup>30</sup> KRISHNASWAMY Sridhar, « US Warns Pak Against Nuclear Proliferation », 11 juillet 1999.

<sup>31</sup> Le 6 août 1999, les *Taliban* capturèrent pour une courte période Charikar et Jabel Seraj, la forteresse de Masood au Panshir, avant d'en être repoussés avec des pertes sévères. Les *Taliban* perdirent le contrôle de la ville de Bamiyan, au début de l'année 1999, au profit de combattants chiïtes soutenus par l'Iran.. Selon certains rapports, quoique les *Taliban* aient depuis repris la ville de Bamiyan, la guérilla chiïte continue à se battre dans la zone. Il fut également question d'une tentative de coup d'état contre le pouvoir taliban, en 1998.

qui constitue la frontière entre les deux Etats<sup>32</sup>. Le Pakistan lui-même pourrait bien être confronté à une nouvelle partition

Pour résumer l'ensemble de la situation, on voit bien que le Pakistan tente de tirer le plus grand profit de la situation politique qui prévaut en Afghanistan. Mais, pour en profiter, encore faudrait-il qu'il affiche sur son propre territoire une certaine stabilité politique et qu'il développe une vision claire de son avenir... Les avantages mais aussi les désavantages qu'il tirerait d'une telle domination seraient les suivants:

#### Avantages:

- La vassalisation de l'Afghanistan offrirait au Pakistan une profondeur stratégique essentielle dans tout conflit contre l'Inde; outre son territoire, l'Afghanistan lui fournirait aussi troupes (combattants de la foi sunnites partageant la même foi islamiste et la même haine pour des infidèles hindous) et ressources naturelles.
- Dans le cas d'une guerre « par procuration », l'Afghanistan constitue un réservoir inépuisable de terroristes pouvant être lancés contre l'Inde, au Cachemire
- Le Pakistan, par l'entremise des Taliban, s'assure d'une nouvelle source d'approvisionnement en armes
- L'Afghanistan pourrait être exploité économiquement par le Pakistan, et constitue surtout une porte d'accès privilégiée vers les ressources énergétiques d'Asie Centrale.

#### Inconvénients :

- A long terme, le Pakistan peut être menacé par sa créature *taliban*, tant sur un plan politique qu'économique
- Un Etat afghan consolidé ne voudra pas servir les seuls intérêts du Pakistan. Jusqu'à la fin des combats en Afghanistan, le Pakistan sera contraint de continuer à accueillir les réfugiés afghans. Outre la charge supplémentaire pour son économie, ce flux sera une menace pour son équilibre démographique.
- Le partage d'un même bassin hydrographique majeur demeure source de tension.

Dans le cas d'une victoire complète des *Taliban*, et d'une stabilisation politique de l'Afghanistan, le Pakistan pourrait perdre l'accès aux

---

<sup>32</sup> L'écrivain pakistanais Ahmed Rashid pense que les *Taliban* ne sont pas l'instrument d'Islamabad.. Selon lui, c'est leur identité afghane qui s'est trouvée exacerbée par leur formation religieuse. La richesse des liens qu'ils entretiennent avec le Pakistan leur a simplement permis de jouer un peu plus telle carte de la société afghane contre telle autre, afin de parvenir à leurs objectifs. L'échec de l'attaque sur Herat, en mai 1995, fut dû à leur obstination, en dépit des avertissements pakistanais et de leur avis contraire.

narcodollars provenant du sud de l'Afghanistan. Ceci affaiblirait l'économie pakistanaise, déjà fort éprouvée...

Si les relations sino-américaines se dégradaient, le Pakistan ne pourrait plus maintenir son rôle d'entremetteur. Dans ce cas, les Etats Unis pour servir leur intérêts stratégiques, pourraient soutenir un Cachemire indépendant, auquel cas le Pakistan perdrait et la partie occupée depuis 1947 et la principale cause de sa confrontation avec l'Inde. Si les *Taliban* cédaient devant les forces du Président Rabbani, ils pourraient en retour tenter d'obtenir une compensation en absorbant la Province frontalière du Nord-Ouest et le Baloutchistan. De même, Téhéran pourrait en profiter pour s'emparer de certaines parties du Baloutchistan pakistanais contigu au Baloutchistan iranien, au vu des relations difficiles qui prévalent entre les deux pays. Ainsi, le Pakistan pourrait avoir être confronté à une nouvelle partition.

### **Etats - Unis**

**A**ux yeux des Etats Unis d'Amérique, l'Afghanistan représentait un accès essentiel en direction des Etats d'Asie Centrale, au regard de leurs intérêts géopolitiques, géostratégiques et géoéconomiques. C'est cette congruence d'intérêts qui a permis le succès des *Taliban*. Vers la fin de l'année 1995, les compagnies pétrolières occidentales ont été éblouies par les perspectives qu'offrait ce corridor continental pour les pipelines pétroliers. Ceci explique l'absence de réaction des Etats-Unis lors de la prise de Kabul, et il fallut attendre le 8 novembre pour entendre une condamnation des *Taliban*. Les intérêts nord américains en Afghanistan sont depuis 1994, (après un intervalle de 5 ans entre 1989 et 1993) le fait de la compagnie Unocal Corporation, une des plus grandes sociétés productrices de pétrole et de gaz au monde, qui s'associa à la compagnie saoudienne Delta Oil Co. pour exploiter les immenses ressources pétrolières et gazières d'Asie Centrale. Deux pipelines d'une valeur supérieure à 4,7 milliards de dollars devaient transporter les réserves turkmènes via l'Afghanistan vers le Pakistan, tracé assurant l'exportation du pétrole d'Unocal/Delta sur une distance de plus de 1000 miles ( 1.600 km). Cela explique la volonté des Etats-Unis d'instaurer une certaine stabilité politique en Afghanistan, fût-elle assurée par une organisation fondamentaliste.

Durant les années 1995 et 1996, l'administration Clinton a montré l'intérêt remarquable qu'elle attachait au succès des *Taliban*. Mme Robin Raphel, assistante au secrétaire d'Etat pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, s'est rendue à trois reprises dans les territoires contrôlés par les *Taliban* pendant cette période. Sa dernière visite a eu lieu juste deux mois avant l'assaut final sur Kabul, et le sénateur américain Hank Brown s'est rendu à leur quartier général vers la mi-1996. Le fait que le

soutien financier des Etats-Unis à l'ISI ait surtout été destiné à l'armement et l'entraînement des *Taliban* n'est pas un secret. En 1980, l'aide américaine s'élevait à 30 millions de \$ US (contre 20 millions de \$ US précédemment). Sous l'administration Reagan, elle atteignit, en 1983, 80 millions de \$ US et 120 millions en 1984. L'année suivante, le Congrès doublait ce montant et allouait 250 millions de \$ US, auxquels il faut ajouter une allocation supplémentaire pour des armements anti-aériens. Oserons-nous signaler ici que la CIA fut l'objet de la pression de divers groupes afin d'augmenter la quantité et le niveau de technologie des armes fournies aux *Taliban*. Ceci était particulièrement évident après la "directive présidentielle 166" exhortant les Américains à aider les "combattants de la liberté" ; ceci conduisit à un soutien sans ambiguïté possible des Etats-Unis. La doctrine de "Roll Back" (visant à « refouler » l'action soviétique) permit l'utilisation d'armes de défense anti-aérienne américaines qui, auparavant, n'avaient jamais été fournies à un quelconque allié n'appartenant pas à l'OTAN, et même pas à certains membres de cette organisation. Si l'on considère que la contribution saoudienne était aussi importante que celle des Etats-Unis, l'Afghanistan recevait, toutes sources confondues, une aide totale estimée à environ 8,7 milliards de \$ US<sup>33</sup>. A la fin de l'année 1992, ce pays disposait d'une force aérienne non négligeable, d'une force blindée et de suffisamment d'armes légères pour équiper les forces armées et du Pakistan et de l'Inde.

Un autre élément jugé d'importance par les Américains était qu'un régime ami à Kaboul pouvait leur offrir un tremplin pour harceler le régime iranien, même si l'administration Clinton s'efforce aujourd'hui de modifier sa politique à l'égard de l'Iran. Dans ce contexte fluctuant de nouvelles relations entre les Etats-Unis et l'Iran, l'Afghanistan peut au mieux servir de variable d'ajustement pour faire pression dans les négociations menées par les Etats-Unis avec l'Iran.

Mais sous l'influence de la pression grandissante de l'opinion publique mondiale, Washington a dû modérer son soutien ouvert au régime des *Taliban*, en raison surtout du mépris affiché par les *Taliban* pour le respect des droits de l'homme, et du fait des atrocités exercées à l'égard des femmes afghanes. Car les Etats-Unis se rendent compte petit à petit de la méprise qu'ils ont commise et ils réalisent désormais que c'est le Pakistan qui a surenchéri pour présenter les *Taliban* comme étant la solution « radicale » au problème afghan. Car ceux-ci avaient été présentés comme une force susceptible de :

- réunifier l'Afghanistan et fournir un régime stable à toutes les parties impliquées
- s'attaquer aux groupes du terrorisme islamique international, réfugiés dans ce havre de quiétude

---

<sup>33</sup>Ibid

- mettre fin à la production de l'héroïne et à la culture du pavot en Afghanistan.

Au cours des années 80, l'ISI était parvenu à abuser la CIA en lui faisant financer son empire islamiste et l'exportation de la terreur et du fondamentalisme. La CIA semble avoir été trompée une seconde fois à propos de cette question des pipelines aussi l'enthousiasme de Washington fut-il de courte durée. Les *Taliban* se sont révélés être des Frankenstein de leur propre crû car l'appui dont ils avaient bénéficié à l'origine se retourna contre ceux qui l'avaient initié. Il suffit de penser à l'attentat du World Trade Center, au récent assassinat de responsables de la CIA, la noyade de 12 avions de ligne, et surtout, à l'attentat contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya - et je n'en cite que quelques uns - pour souligner combien cette voie se trouvait pavée de périls inattendus. Il n'y a guère de nation au monde qui n'ait été horrifiée par les atrocités commises par les *Taliban*; l'AFP rapporte que près de 400 terroristes islamistes se sont réfugiés sous la protection *Taliban* et parmi ceux-ci Osama Bin Laden, qui est soupçonné d'être le principal financier des groupes terroristes<sup>34</sup>.

Le bombardement fort controversé des repaires d'Osama Bin Laden en Afghanistan, en 1998, témoigne de la situation désespérée dans laquelle se trouve Washington. Plus précisément, en août 1998, des missiles de croisière américains frappèrent Khost qui abrite plusieurs centres d'entraînement pour étrangers et où se cachait, selon les Américains, Bin Laden. Même après le coup d'état militaire au Pakistan, en octobre 1999, les Etats-Unis ont commencé à accentuer leur pression sur le Pakistan pour qu'il leur remette Bin Laden et les terroristes, afin qu'ils puissent être présentés lors du procès intenté contre eux dans une cour fédérale américaine, en novembre 1999.

Enfin - et ce n'est pas la moindre des choses - au lieu de se trouver contrôlé par le régime *taliban*, la production d'opium a considérablement augmenté en Afghanistan. Imaginer que les *Taliban* pouvaient servir de moyen de lutte contre la drogue apparaît désormais ridicule. Selon Wimmers<sup>35</sup>, les *Taliban* eux-mêmes introduisent de l'héroïne en Europe. Les photos satellites américaines ont révélé de façon claire que des cultures illicites de pavot fleurissent dans les régions sous contrôle des *Taliban* - soit 75% des champs de pavot de tout l'Afghanistan. La production de 1996 a atteint 3000 tonnes contre 2400 l'année précédente. Les *Taliban* utilisent l'opium pour financer leurs opérations; ainsi, en 1996, 240 tonnes d'héroïne en provenance

---

<sup>34</sup> *Pakistan Times*, 06 octobre 1996.

<sup>35</sup> WIMMERS Willy, parlementaire allemand et vice-président de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.

de l'Afghanistan, et évaluées à 75 milliards de dollars, ont atterri en Europe et aux Etats-Unis.

Et, ironiquement, on constatera que malgré tous les efforts déployés par les Etats-Unis pendant une si longue période, ils n'ont pu garantir les intérêts de leur capital investi. Malgré l'importance élevée des enjeux que représentent les Républiques d'Asie Centrale pour les firmes pétrolières américaines, les Etats-Unis se sont révélés incapables d'assurer un gouvernement stable en Afghanistan. Bien au contraire d'ailleurs semble-t-il aujourd'hui. En octobre 1997, le projet du consortium Centgas (Consortium pétrolier d'Asie centrale réunissant l'Américain Unocal, le Pakistanais Crescent, le Saoudien Delta Oil ainsi que le gouvernement turkmène), qui avait été mis sur pied pour construire le pipeline qui devait réunir les 1250 km séparant la zone d'exploitation de gaz de Daulatabad (Turkmenistan) et Multan (Pakistan) via l'Afghanistan et ce pour 2 milliards de dollars, a été démantelé. En fait, en août 1998, le plan avait définitivement échoué et Unocal se retira après les raids aériens américains sur les bases terroristes afghanes. 100 millions de dollars avaient été promis aux *Taliban*, au titre de droit de passage<sup>36</sup>. La raison officielle du retrait fut le faible coût du pétrole au niveau mondial et l'attitude des *Taliban* à l'égard des droits humanitaires, et ce qui suscita la fureur de l'opinion publique américaine, ce fut les sévices réservés aux femmes. Demeuraient les inquiétudes relatives à la sécurité des pipelines que les *Taliban* sont incapables de garantir. En premier lieu, dans le Nord, le régime *taliban* est loin d'être établi et tout pipeline constituerait une cible vulnérable pour la guérilla menée par Ahmed Shah Massoud. Ensuite, les exercices militaires conduits l'an dernier par l'Iran le long de la frontière afghane l'ont définitivement condamné.

Les Américains auraient cependant tout à gagner à ce jeu politique: tout d'abord, en termes d'accès aux Républiques d'Asie Centrale par un itinéraire sécurisé. Deuxièmement, un débouché pour leurs produits, biens de consommation et investissements. Troisièmement, ils pourraient déjouer les plans iraniens et être en position de menacer l'Iran militairement et commercialement. Enfin, ils pourraient menacer la Russie depuis son ventre mou.

Mais le peuple américain va ressentir les effets de sa politique nationale. En effet :

- a- L'économie américaine, déjà dans le rouge de plusieurs trillions de dollars, devra supporter le poids de nouvelles charges, nécessaires pour armer les *Taliban*
- b- La quantité de narcotiques entrant en territoire américain en utilisant les mêmes voies et les mêmes transporteurs que ceux en charge du commerce des Etats-Unis et des armes a déjà augmenté.

---

<sup>36</sup> STOB DAN P , « Building a Common Future : Indian and Uzbek Perspectives on Security and Economic Issues », pp 151-154, *Knowledge World*, New Delhi, avril 1999.

Mais l'administration américaine ne semble pas s'être jamais inquiétée de cette désintégration sociale. Il suffit de voir l'accord de l'Iran Gate. Un quotidien a rapporté le 7 octobre 1996 comment la CIA a vendu de la cocaïne à ses propres citoyens pour financer ses propres entreprises.

On le voit, faire confiance à un tel mouvement islamiste fanatiquement fondamentaliste pour s'assurer des gains politiques et tactiques immédiats aurait finalement des conséquences dramatiques pour toute la région. Il est urgent de revoir cette vue stratégique affectée de myopie criminelle.

## Iran

Les développements politiques en Afghanistan ont toujours eu un impact sur la politique iranienne à l'égard de ses voisins. Les raisons en sont:

- la longue frontière que l'Iran partage avec l'Afghanistan
- au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'Iran a toujours considéré le Pakistan et l'Afghanistan comme deux pôles d'instabilité pouvant affecter sa sécurité
- l'Iran ne peut ignorer que du fait de sa proximité avec la Russie et l'Afghanistan, toute manœuvre politique erronée pourrait l'entraîner dans la débâcle afghane.

Enfin, et il ne s'agit pas de le sous-estimer, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan sont souvent décrits comme le Croissant d'or pour être devenus au fil des ans une importante région de production des narcotiques

La première réaction de l'Iran fut de condamner la victoire des Talibans, comme un coup de main des combines américano-pakistano-saoudiennes. Les actes des Talibans furent critiqués et condamnés. Le 23 octobre 1996, lors d'une conférence de presse, le ministre des affaires étrangères iranien, Ali Akbar Velayati, a clairement exprimé la volonté de son pays de ne reconnaître que le gouvernement Rabbani en soulignant que l'émergence d'un groupe de rebelles ne pouvait remettre en cause sa légitimité. L'Iran a ensuite réuni une conférence régionale sur l'Afghanistan les 29 et 30 octobre 1996 ; de nombreux pays parmi lesquels l'Inde y ont participé. Il y fut arrêté que toutes les forces étrangères au territoire afghan devraient se retirer pour laisser aux Afghans le soin de trouver eux-mêmes une solution à leurs maux.

Les relations entre le Pakistan et l'Iran se sont dégradées en raison du rôle joué par Islamabad en Afghanistan. Les *Taliban* sont des fondamentalistes sunnites et ils entretiennent des liens très étroits avec les extrémistes sunnites tels que le Sipah-I-Sahaba pakistanais. Ceci les oppose radicalement à l'Iran chiite, à l'ouest. La chute de Bamiyan, bastion chiite, a profondément affecté l'Iran l'année dernière. Si l'on

ajoute au meurtre de 11 diplomates iraniens, à Mazar-I-Sharif, par des combattants *taliban*, le massacre de coreligionnaires chiites à Bamiyan, a dressé face à face les deux parties dans un état proche du conflit ouvert. Quoique les esprits se soient un peu calmés, un brusque retour des combats à Bamiyan pourrait inciter l'Iran à jouer un rôle plus interventionniste.

Alors que l'axe pakistano-saoudien s'attelait à développer diverses stratégies pour prendre Kaboul, les Iraniens amélioreraient tranquillement leurs liens politiques avec toutes les républiques d'Asie Centrale, et ce avec le soutien tacite de la Russie<sup>37</sup>. La plupart des républiques d'Asie Centrale ont une préférence pour les produits et les services indiens en raison de l'amitié que l'Inde et l'URSS ont entretenue pendant de nombreuses années. Pour sa part, l'Inde recherchait alors des opportunités commerciales permettant aussi de rétablir ses relations traditionnelles avec ces Etats. Aussi l'Iran a-t-elle offert l'usage des facilités portuaires de Bandar Abbas et mis à disposition ses infrastructures de transport routier et ferroviaire pour le transit des produits et services exportés depuis l'Union indienne. La rapidité avec laquelle se sont développées ces relations indo-perses n'a pas manqué d'inquiéter le Pakistan et l'Arabie Saoudite. La décision récemment prise par Washington de lever l'embargo portant sur les livraisons alimentaires à destination de l'Iran marque sans doute un revirement de la politique iranienne des Etats-Unis.

En résumé, bien que la situation en Afghanistan demeure toujours incertaine et floue, la diplomatie iranienne a réussi à empêcher qu'elle ne soit utilisée comme un tremplin permettant de déstabiliser l'Iran. Mais à cause de l'activisme d'un gouvernement *taliban* en Afghanistan, c'est l'Iran qui pourrait être le plus grand perdant du jeu politique régional, en raison de la longue frontière qu'il partage avec ce pays. D'autre part, le succès du plan ambitieux de l'Iran, qui vise au monopole des routes commerciales d'Asie centrale, est loin d'être assuré. L'Iran doit déjà faire face au débordement américain sur son flanc occidental, à partir du Koweït et des Emirats arabes unis. L'Afghanistan sous contrôle des *Taliban* signifie un autre débordement à l'Est, et si l'Afghanistan se renforce, la menace ne fera que s'accroître. Sa gestion du Hizb-I-Wahadat nécessitera une approche extrêmement prudente si l'Iran veut éviter une riposte dévastatrice de la part des Etats-Unis, au moment où il doit compter avec le problème des réfugiés chiites qui traversent la frontière et représentent une charge pour son économie. Une gestion particulièrement délicate de la situation pourrait finalement faire évoluer celle-ci en faveur de l'Iran.

---

<sup>37</sup> SCHALGADIN Nikola B , « Iran and the Post War Security in the Persian Gulf », *USDP*, Santa Monica, US 1994.

## Russie

Toutes les républiques d'Asie centrale (en particulier le Tadjikistan et l'Ouzbekistan), ainsi que la Russie et la Chine, voient dans les *Taliban* une milice islamiste activiste dont les débordements auraient un impact certain sur tous ces pays, en cas de victoire dans la guerre civile afghane. Selon un rapport de l'UNI, émanant de Moscou et daté du 12 octobre 1996, Vadmir Lukin, Directeur du Comité international de la Douma, a déclaré à l'agence Ria-Novosti que la politique américaine de soutien aux *Taliban* était «aussi primitive que myope » étant donné que le «mouvement des *Taliban* fanatiques » aurait une influence destructrice en Afghanistan et déstabiliserait la région entière. Au cours de la première semaine d'octobre 1996, les Etats d'Asie Centrale se sont réunis à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, et ont décidé de renforcer leur frontière avec l'Afghanistan. Aussi ne peut-on dire qu'ils aient accueilli favorablement l'entrée des *Taliban* dans Kaboul. Quant aux Russes, ils considèrent que la pénétration américaine dans les Etats d'Asie centrale menace leurs intérêts militaires et économiques depuis les marches méridionales en cherchant à exploiter leurs matières premières et le marché qu'elles représentent.

La récente flambée d'actes terroristes survenus en Russie a suscité en conséquence le plus grand émoi. On croit généralement qu'elle est le fait de terroristes opérant depuis l'Afghanistan. On rapporte que ce sont des terroristes soutenus par Osama Bin Laden qui seraient responsables des abominables attentats à la bombe qui ont ensanglanté les villes russes depuis septembre 1999. Les récents développements en Tchétchénie en sont une conséquence directe.

## Républiques d'Asie Centrale

Bien qu'ayant manifesté initialement un certain enthousiasme, les dirigeants d'Asie Centrale se méfient du soutien que le Pakistan a apporté jusqu'à aujourd'hui aux *Taliban* dans la guerre civile afghane. En février dernier, Tashkent a accusé trois organisations pakistantaises, le Markaz Dawa-al Ersad (dont l'aile armée, le Lasker-I-Toiba, soutient le *djihad* au Cachemire ), le Harkat-ul-Mujahideen (un autre groupe armé opérant au Cachemire) et le Tablighi Jamiat, d'entraîner 400 ressortissants d'Asie Centrale (dont des fondamentalistes ouzbeks) au maniement d'armes et d'explosifs. Mentionnons ici que sans accuser directement Islamabad, le ministre des affaires étrangères ouzbek, Abdelaziz Kamilove a lancé l'avertissement suivant : «des groupes de militants sont formés et entraînés pour accomplir des actes terroristes et ont comme objectif ultime ... d'établir sur les territoires d'Asie Centrale des Etats islamistes aussi extrémistes dans le fond que dans

la forme»<sup>38</sup>. Au Tadjikistan, 25.000 gardes frontaliers russes tentent d'empêcher l'infiltration de leur territoire par ces extrémistes islamistes.

Un autre élément particulièrement important est le flux d'héroïne bon marché qui inquiète de plus en plus les Etats d'Asie Centrale. Un rapport des Nations Unies a établi que 5 millions de citoyens d'Asie Centrale sont devenus dépendants des drogues pendant la guerre civile afghane, c'est-à-dire au cours des années 80. L'Asie Centrale est désormais devenue un itinéraire important de la « route de la drogue » que dirigent les mafias afghane et pakistanaise. On estime que la culture du cannabis couvre aujourd'hui 140.000hectares au Kazakhstan, 60.000 hectares au Kirghizistan, et de larges surfaces en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

Les producteurs pétroliers d'Asie Centrale semblent maintenant vouloir collaborer avec l'Iran, un des plus anciens producteurs de pétrole au monde, et considèrent que l'Iran offre un débouché pratique pour leurs ressources. Au contraire, les *Taliban* semblent avoir été écartés de leurs projets. Il se peut que les sanctions américaines exercées contre les *Taliban* pour avoir refusé de livrer le terroriste saoudien Osama Bin Laden aient renforcé cette position.

## Chine

Les réactions et opinions chinoises vis à vis des Talibans semblent être contradictoires. D'une part, la Chine voit l'Afghanistan comme le centre important d'où elle a été encerclée pendant la période de la Guerre froide. La Russie autant que l'Inde ont alors joué un rôle important dans ce petit jeu. Les Chinois ne voudraient pas que cette situation se reproduise et l'arrivée des Talibans leur en a donné l'occasion. D'autre part, la presse pakistanaise rapporte régulièrement que des milices Taliban frayent avec les musulmans dans la province chinoise du Xinjiang. Les Chinois ont donc exprimé au Pakistan leur inquiétude et leur déplaisir vis à vis des Talibans.

De récentes violences dans le Xinjiang et les manifestations d'inquiétude dans le chef de leaders chinois indiquent que la menace d'un mouvement d'inspiration Taliban dans cette province n'est pas tellement éloignée. Il y a eu des émeutes dans la ville de Yining en février 1997 lors des demandes pour l'établissement d'un état musulman indépendant. Sans doute faut-il signaler ici que presque toutes les armes et les explosifs utilisés récemment contre les forces Chinoises étaient d'origine afghane. Et l'ironie veut que beaucoup aient été livrées par les Chinois aux mujaheddin afghans pendant la guerre civile.

---

<sup>38</sup> RAMAN B, « Explosions in Tashkent : The Background », *South Asia Analysis Group Papers*, Chennai Institute of Topical Studies, 3 mars 1999.

Les drogues sont un autre problème. La crainte étant que comme les Taliban, les séparatistes Ouïgours financent leur lutte pour l'indépendance avec le trafic de drogues. La Chine doit encore appliquer l'accord avec Islamabad signé en mars 1998 et visant à rénover la voie rapide Karakorum car elle craint les liens accrus entre les séparatistes Ouïgours et les extrémistes musulmans du Pakistan. Dans un entretien accordé à The Nation (Islamabad, le 7 novembre 1998), Abdul Rashid qui dirige le bureau des droits de l'homme asiatique musulman au Pakistan, a affirmé que des Ouïgours se battaient aux côtés des *mujahideen* Hizbul au Cachemire et avec les Taliban en Afghanistan, et qu'Osama Bin Laden était aussi à leurs côtés. Il est clair que la connivence entre le Pakistan et les Taliban pèse lourd sur les relations amicales de longue date entre Pékin et Islamabad.

Il est important ici de signaler les liens diplomatiques qu'entretient Beijing avec l'alliance nordique du président Rabbani. Car c'est cette alliance nordique qui contrôle le couloir névralgique du Wakhan le long de la province du Xinjiang. Et tant que l'emprise de Rabbani sur ce corridor ne sera pas menacée par les Taliban, la Chine restera plus ou moins certaine que le flot de drogues et de fondamentalistes afghans sera contrôlé. L'alliance nordique a une ambassade à Pékin et ses représentants à l'ONU sont reconnus par la Chine et les autres membres du conseil de sécurité comme étant les représentants officiels de l'Afghanistan. Et ceci malgré les liens étroits entre Pékin et Islamabad.

En dépit des réserves chinoises vis à vis des Taliban, cinq hauts diplomates chinois sont arrivés à Kaboul en février 1999<sup>39</sup>. Il s'agissait du premier contact diplomatique avec le nouveau gouvernement de Kaboul depuis la fermeture de l'ambassade il y a sept ans. Selon l'auteur, le journaliste pakistanais Ahmed Rashid, les Chinois ont marqué leur accord pour établir des vols directs entre Kaboul et Urumqi, la capitale du Xinjiang et pour entamer formellement des liens commerciaux avec les Taliban. En fait, ces liens diplomatiques remontent plus haut. En novembre dernier, les Taliban ont permis à des experts chinois en balistique d'emporter un missile de croisière américain qui n'avait pas explosé lors de l'attaque des bases terroristes de Khost en août 1998. Le 12 décembre 1998, la Chine a signé un accord avec les Taliban. Selon celui-ci, les Taliban ont promis de ne pas aider les séparatistes musulmans ouïghours du Xinjiang et pour preuve, ils ont remis 13 séparatistes ouïghours aux Chinois. En contrepartie, la Chine assure la formation de pilotes taliban à Jalalabad. De plus, des biens de consommation chinois pénètrent régulièrement les marchés afghans via la cité frontalière pakistanaise de Peshawar. Dans ce contexte, les analystes affirment que les produits chinois

---

<sup>39</sup> RASHID Ahmed, « Afghanistan : Taliban Temptation » *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong, 11 Mar 1999, Vol 162, No 10.

seront suivis de médecins, d'ingénieurs et d'autres spécialistes chinois qui, petit à petit, remplaceront les Indiens que l'Afghanistan aimait à nommer à ces postes.

#### IV - L'Impact sur L'Inde

L'amitié traditionnelle entre l'Inde et l'Afghanistan est interrompue depuis décembre 1979. Même si l'Inde a cru pouvoir prendre des initiatives communes avec le Pakistan pour solutionner la crise afghane, Islamabad n'a pas suivi. L'Inde n'a cependant pas coupé les lignes de communication et a accordé de l'aide humanitaire chaque fois que c'était nécessaire. Comme la plupart des autres pays, l'Inde a réagi sévèrement aux politiques poursuivies par les Talibans à Kaboul. Pour des raisons évidentes, elle a participé à la conférence réunie par l'Iran en octobre 1996.

Ceci mis à part, l'Inde est des plus inquiètes face aux perspectives de militantisme. La conversion à l'idéologie musulmane a fait des émules dans certaines régions sensibles de l'Inde. Ce phénomène est apparent depuis la victoire des mujaheddin afghans en 1989-93. La guerre pakistanaise par personnes interposées dans la province indienne du Jammu et Cachemire s'est enflammée pendant cette période. Des vétérans de guerre afghans ont atterri dans cette province et apportent leur aide aux militants locaux au nom du Jihad. Même si New Delhi a pu contrôler la situation, elle n'a pu l'enrayer. En fait, l'approche humaine et indulgente de New Delhi vis à vis des militants a abouti à un autre bain de sang à Kargil en juillet 1999.

Il n'est pas inutile de rappeler ici quels ont été les efforts désespérés de l'ISI pour exporter le terrorisme et l'insurrection afin de tenter de doter le Pakistan, face à l'Inde, de capacités de profondeur stratégique et de détection avancée. Cette affirmation découle d'une étude brillante réalisée par Yossef Bodansky, directeur du groupe de travail sur le terrorisme et la guerre non-conventionnelle au sein du Congrès américain et de consultants pour le Département américain de la Défense, dans son article « le Cachemire pakistanais et l'axe trans-asiatique » (*Indian Defense Review*, numéro d'octobre à décembre 1995). Il écrit ceci : « Dans les années 70, le Pakistan commença à entraîner des militants sikhs et d'autres mouvements séparatistes afin d'obtenir cette « profondeur stratégique de l'avant » et ces capacités de détection avancée. L'absence de réponse déterminée et volontariste de l'Inde semble avoir encouragé l'ISI à lancer l'insurrection au Cachemire. L'Afghanistan aura ainsi représenté la plus grande opportunité historique pour l'ISI. Aujourd'hui l'ISI préside le plus grand réseau mondial de terreur, de trafic de drogue et d'idéologie fondamentaliste musulmane.

Avec Kaboul sous le contrôle *taliban*, le Pakistan dispose désormais d'une formidable profondeur stratégique face à l'Inde. Le principe même de la guerre par procuration livrée à l'Inde en a été grandement facilité. Et les dirigeants indiens feraient bien de s'inquiéter d'un Afghanistan submergé par l'influence d'un mouvement *taliban* contrôlé par le Pakistan.

## Le Cachemire et les *Taliban*

Pendant toute la période d'insurrection au Cachemire, ni l'armée ni les organismes de renseignement ne trouvèrent une quelconque preuve de l'action organisée des *Taliban* au Cachemire. L'interrogatoire de militants afghans capturés ne révéla aucune preuve de l'implication évidente des *Taliban*. En fait, les chefs des *Taliban* déclarèrent même qu'ils n'avaient aucune intention agressive à l'égard des Etats voisins.

Lors d'un entretien donné au quotidien de Karachi *The News*, en mars 1997, le chef taliban Mullah Mohammad Omar a déclaré : « Nous devons d'abord résoudre nos propres problèmes, d'autant plus que tant de crimes ont été imputés aux *Taliban*. Même si nous parvenons à résoudre nos problèmes... nous n'avons aucune intention de menacer un autre pays... »<sup>40</sup>.

Mais, le 8 novembre 1998, le quotidien pakistanais *Dawn* cita les propos de Maulana Mohammad Qasim, qui se présentait comme un membre des *Taliban* : « Les troupes des *Taliban* sont au Cachemire pour jeter les bases les plus solides de l'insurrection. Les militants cachemiris ne sont pas considérés comme étant assez bons pour mener le combat au Cachemire à un nouveau niveau. C'est la raison pour laquelle les *Taliban* se trouvent au Cachemire<sup>41</sup>. Mais si l'on se reporte en août 1996, le quotidien pakistanais *Muslim* rendit compte que des cartes affichées dans des zones contrôlées par les *Taliban*, montraient Delhi parmi d'autres villes d'Asie qui doivent être dans l'avenir de futures cibles de groupes fondamentalistes.

La montée en puissance des *Taliban* et les actions menées pour donner aux revendications au Cachemire un caractère islamiste sont bien plus qu'une simple coïncidence. En 1993, au plus fort de l'agitation au Cachemire, un groupe d'études américain sur les Conflits non-conventionnels déclara au Comité républicain de la Chambre que le Cachemire est la seule région de l'Inde où la résurgence de l'islamisme a pris une position politique si radicale et où des slogans en faveur d'un Etat islamiste aient été publiquement entendus.

En fait, le chef du Jamiat, Qazi Hussain Ahmed, a envisagé « un grand Etat islamiste s'étendant du Cachemire à l'Asie Centrale, et qui verrait le jour après l'indépendance du Cachemire ».

L'argument avancé était que seul un Califat islamique pourrait unifier les Musulmans aujourd'hui divisés sur la base d'Etats-nations, du fait

---

<sup>40</sup> SREEDAR et VEDMahendra, « The Afghan Turmoil: Changing Equations », p 187, *Himalayan Books*, New Delhi, 1998.

<sup>41</sup> RAMAN B, « Kargil: Some Dramatis Personae », *South Asian Analysis Group Papers*, Chennai Institute of Topical Studies, 02 juin 1999.

ethnique, racial ou sectaire. « L'objectif », prétend le Professeur Riyaz Punjabi, « était de conduire à des changements structurels en altérant les valeurs et les normes culturelles, et en unifiant les sociétés musulmanes sur la base de leur religion »<sup>42</sup>.

Des incidents récents mettent en lumière les tentatives faites pour relancer le programme islamique des années 90, par lequel un « comportement anti-islamique » avait été soumis à de sévères attaques. Deux jeunes filles furent blessées par balles aux jambes au centre de Srinagar, le 24 février 1998, pour avoir porté des jeans. La police signala aussi qu'un opérateur poseur de câbles fut victime d'une telle agression et blessé le jour suivant, pour « avoir violé l'interdiction de projeter des programmes obscènes ». Les militants impliqués furent identifiés comme appartenant au Shoorai-Jehad, une coalition assez lâche de groupes de militants dévoués, comme leur nom l'indique, à la guerre sainte au Cachemire.

Il a été fait mention de recrutements destinés aux soi-disant *Taliban* cachemiris, ce dont l'Armée est consciente depuis août 1997. Les forces terrestres récupérèrent ainsi une centaine d'adolescents à Pulwama, Anantnag, Budgam,<sup>43</sup> Depuis septembre de l'an passé, des reportages de la presse au Cachemire ont fait mention, lors de la Conférence Hurriyat, des inquiétudes d'éléments modérés à propos de l'influence croissante des *Taliban* dans la vallée et le danger que constituerait la chute du mouvement cachemiri dans des mains étrangères ». En septembre dernier, des chefs du Hurriyat ont informé Peter Walker, Haut Représentant canadien, que, alors qu'ils bénéficiaient d'un soutien politique et diplomatique à l'étranger, ils étaient opposés à toute ingérence étrangère au Cachemire »<sup>44</sup>.

Rétrospectivement, les craintes et les soupçons étaient justifiés. La stratégie d'Islamabad de dévier les guerriers islamistes d'Afghanistan vers le Cachemire est effectivement en cours. Ayant été éduqués au sein des *madrassa*, ils avaient besoin de peu de motivation pour combattre au Cachemire contre les forces indiennes hindoues », et l'entraînement ne leur est pas vraiment nécessaire, considérant le fait que la plupart sont des vétérans de la guerre civile afghane, ou ont combattu aux côtés des *Taliban*. En outre, après la chute du Président Najibullah et la prise de Kaboul, beaucoup de ces Mujahideens sont passés dans les villes du Pakistan, et y ont fourni l'élan nécessaire et le

---

<sup>42</sup> Il se trouve que le Professeur Punjabi est maintenant en charge des deux rapports sur l'autonomie du Cachemire, l'un préparé par le Comité du Gouvernement provincial, et l'autre par Mr Balraj Puri.

<sup>43</sup> « ISI Moulds Boys to Back Talibans », *The Asian Age*, 31 octobre 1998.

<sup>44</sup> « Taliban Fear Makes Delhi Send Feelers to Hurriyat », *The Asian Age*, 08 septembre 1998.

renouvellement des éléments responsables des actes de terrorisme, de violence et toutes sortes de crimes. Le fait de les pousser dans le Cachemire s'avérait donc particulièrement intéressant.

Les statistiques du Ministère de l'Intérieur indien montrent qu'un grand nombre de Jordaniens, de Libanais, d'Égyptiens aussi, et bien sûr d'Afghans, ont été tués ou capturés pendant les opérations anti-insurrectionnelles de 1993. Cette tendance s'est poursuivie et a atteint un tel niveau que les militants étrangers, principalement les Afghans et les Pakistanais provenant du POK, constituent l'avant-garde de la contestation.

### **Rôle des militants étrangers**

En 1993, le volume des militants étrangers fut estimé à 2.300 hommes. Les estimations actuelles sont bien plus élevées. Pour les seuls mois de juin et juillet 1999<sup>45</sup>, lorsque les unités terrestres furent retirées de ces zones et envoyées à Kargil pour combattre l'intrusion, 1.200 militants appartenant à Harkat-ul-Mujahideen s'étaient infiltrés dans Baramulla et Kupwara.

Aujourd'hui les tactiques des insurgés semblent changer, de simples coups de main à des confrontations ouvertes. La finalité de l'intensification de ces attaques pourrait être de donner un nouvel élan au moral des insurgés après leur revers à Kargil. En fait, après le renversement du pouvoir civil par l'armée (coup d'état), des *Mujahideen* afghans auraient été à nouveau installés le long de la Ligne de Contrôle (LoC) afin de déclencher dans l'avenir de nouveaux Kargils.

Il est important de noter les raisons pour lesquelles des militants étrangers ont été introduits dans le scénario du Cachemire. Les insurgés d'origine cachemirienne luttent pour l'*azadi* (indépendance) et non pour la réunion au Pakistan. Ceci conduisit en 1990, le Premier ministre Benazir Bhutto à exprimer sa crainte de voir l'extension du mouvement cachemirien aux soi-disant Régions du Nord (que les Indiens appellent POK ou *Pakistan occupied Kashmir*, c'est-à-dire la partie du Cachemire occupée depuis 1948 par le Pakistan). Aussi, afin de contrer les partisans de l'*azadi*, des groupes tels que le JKLF furent écartés au profit des Afghans<sup>46</sup>. Ceux-ci étaient en effet prêts à retourner leurs armes contre n'importe qui, que ce soient des Musulmans cachemiris

---

<sup>45</sup> « 1200 Militants Cross LoC : BSF Sends Alarms », *The Indian Express*, 08 août 1999. Cependant, le chiffre avancé par le Ministère de l'Intérieur est de 1600. L'année dernière, seuls 150 militants étrangers purent pénétrer dans la vallée du Cachemire.

<sup>46</sup> KATHA Tara , No,2 , pp 214.

modérés, des femmes, des enfants ou les groupes minoritaires comme les Hindous.

Dans son livre *Les outils de la terreur*, Tara Kartha écrit : « L'intérêt représenté par les Afghans pour leurs employeurs pakistanais était qu'ils les utilisaient pour détruire la base même de la culture et de l'histoire du Cachemire. Des temples et des lieux saints soufis furent pris pour cibles pour effacer les croyances et pratiques dominantes de la vallée, et les remplacer par la foi rigide des Afghans. Pour la seule année 1993, 95 temples soufis furent incendiés.

La seconde raison du recours aux Afghans fut qu'en janvier 1993, l'administration Clinton mit le Pakistan sur la liste des Etats soupçonnés d'encourager le terrorisme. Mais pour masquer leur engagement au Cachemire, les Pakistanais employèrent donc des groupes de *Mujahideen* afghans, en particulier au sein de deux organisations pakistanaïses (*Harkat-ul-Ansar*, plus tard rebaptisé *Harkat-ul-Mujahideen* après avoir été désigné par les Américains comme organisation terroriste) et *Markaz Dawa-al-Irshad* (Centre de Prière), un groupe extrémiste agissant au Cachemire à travers son bras armé, *Lashakar-i-Toiba* (L'armée des Purs).

### Rôle d'Osama bin Laden

Derrière nombre de ces groupes terroristes se dresse la figure emblématique du terroriste saoudien Osama bin Laden. Après avoir prétendu ignorer sa présence en Afghanistan, les *Taliban* ont maintenant reconnu celle-ci dans leur pays. Selon certains rapports, il serait dans une nouvelle base située en-dehors de Jalalabad, près de la frontière pakistanaïse<sup>47</sup>. Parmi ces rapports, on prétendit que le Pakistan avait déplacé Bin Laden à Skardu, au POK, aux environs de mars 1999<sup>48</sup>. Il y aurait été conduit avec 1.000 de ses partisans, dont 300 membres de son propre groupe, *Harkat-ul-Jihad-al-Islami*, 700 appartenant au *Harkat-ul-Mujahideen*, et le reste au *Lashakar-i-Toiba*, parmi lesquels un grand nombre combattaient à Kargil. Cette information semble crédible pour les raisons suivantes : les diplomates américains Strobe Talbott et Karl Inderfuth avaient prévenu les chefs des *Taliban* et les Pakistanais lors d'une réunion à Islamabad, en février 1999, de leur intention de capturer Osama bin Laden avec ou sans leur coopération. Afin de prévenir toute action américaine, et aussi afin de protéger les relations avec les *Taliban*, le Premier ministre

---

<sup>47</sup> BOURKE Jason , « World's Most Wanted », *The Express Magazine* , 11 juillet 1999. Il semblerait que la nouvelle base d'Osama Bin Laden se trouve désormais à Farmihadda, autrefois une sorte de ferme collective, sur le modèle soviétique, à 10 km au sud de Jalalabad. On pense que Bin Laden avait précédemment fait déplacer sa famille, dont trois de ses femmes, d'une base aérienne située à l'ouest de Kandahar à Tora Bora, une ancienne base militaire située dans les montagnes de Springhar, au sud de Jalalabad.

<sup>48</sup> RAMAN B, « Kargil: Some Dramatis Personae », *South Asian Analysis Group Papers*, Chennai Institute of Topical Studies, 02 juin 1999.

Nawaz Sharif réunit les chefs de ses services de renseignement et de l'armée, et il fut décidé de déplacer Osama bin Laden à Skardu. Il apparaît en effet qu'un grand nombre de combattants alliés de son *Harkat-ul-Jihad-al-Islami* se trouvent à Skardu.

... quoiqu'il en soit, Bin Laden a désormais appelé ouvertement au djihad contre l'Inde. Le 18 septembre 1999, le *Times of India* signalait que le terroriste saoudien avait déclaré à Jalalabad: « Nos plus grands ennemis sont les Etats-Unis et l'Inde... Laden est toujours prêt à aider les combattants de la foi cachemiris. » En mai 1995, ses partisans, tels que Mast Gul, incendièrent le temple de Charar-I-Sharif et s'enfuirent. Pour ses partisans fanatiques, les temples soufis qui parsèment la vallée du Cachemire doivent être détruits parce que cette tradition soufie est jugée non-islamique.

Selon des rapports de renseignement, Bin Laden tente de pénétrer en Inde par le Bangladesh ou la Birmanie (Myanmar)<sup>49</sup>. On prétend que le Harkat aurait étendu ses racines jusqu'à Murshidabad, au Bengale occidental – l'un des 5 districts où<sup>50</sup> l'influence pakistanaise est forte du fait de l'immigration importante provenant du Bengale. Bin Laden possède sa propre source de financement estimée à 300 millions de dollars. Son *Harkat-ul-Jihad-al-Islami* dirige deux camps, Al Badr I et II, dans les environs de la province de Khost. Le fait que huit Pakistanais aient trouvé la mort lors de l'attaque américaine à l'aide de missiles, en août dernier, démontre les liens étroits entretenus avec le Pakistan. Une organisation alliée, *Harkat-ul-Mujahideen*, entraîne des Pakistanais, des Cachemiris et des Ouïgours du Xinjiang chinois au camp de Hazrat Amir Mawia, à quelques kilomètres du poste frontalier de Sadgai.

Aujourd'hui, Bin Laden représente un nouveau visage du terrorisme, par lequel des potentats financiers soutiennent des groupes armés pour parvenir à leurs objectifs. Ceci fut mis en lumière en 1996 par le Département d'Etat américain, dans son rapport annuel « Tendances du Terrorisme mondial ». Des hommes d'affaires islamistes sont connus pour donner avec libéralité au profit de sa cause. Dans bien des cas, il ne savent pas quelle est la destination finale de leurs dons. L'essentiel ne va pas à la reconstruction de mosquées en Bosnie ou pour nourrir les Musulmans qui souffrent de la faim en Somalie, mais

---

<sup>49</sup> Ashish K Biswas, « Bangladesh : Laden Looks East », *Outlook*(New Delhi), 19 Jul 1999.

<sup>50</sup> Ibid. Les autres districts sont Dinajpur, Malda, Nadia et North 24 Parganas. Selon les dirigeants du BJP, alors que le taux de croissance démographique au Bengale occidental était de 24.5% entre 1981 et 1991, alors que dans ces cinq districts il se situait entre 28 et 30%, en apparence à cause des émigrés illégaux bengalis. Il semblerait que le groupe de Laden utilise le Bengale occidental comme sas pour faire pénétrer en Inde des combattants destinés au Cachemire.

est destiné à la mise sur pied de camps et de réseaux de soutien, ainsi qu'à la fourniture de matériels pour des actions terroristes.

Ironiquement, c'est à Burhanuddin Rabbani que l'on doit la présence de Bin Laden en Afghanistan, c'est-à-dire à celui que l'Inde reconnaît comme le Président d'Afghanistan, et l'ennemi juré des Talibans. Lorsque Laden fut expulsé du Soudan, en 1996, sous la pression des Américains, Rabbani l'invita en Afghanistan. Islamabad l'autorisa à transiter par le Pakistan, après s'être engagé à ne pas revenir au Pakistan et à ne pas mener d'action contre les Etats-Unis, l'Arabie saoudite ou l'Egypte, ce qui aurait embarrassé le Pakistan. Curieusement, l'Inde ne figurait pas sur cette liste.

### **Armes et narcotiques**

Les *Mudjahideen* afghans combattant l'occupant soviétique cultivèrent l'opium pour financer l'achat d'armements, parce que seule une faible part des 65.000 tonnes des armes expédiées de l'étranger via les provinces limitrophes du Pakistan leur parvint. Il est avéré que l'essentiel de celles-ci fut aspiré par l'armée pakistanaise ou par les services secrets pakistanais (ISI ou *Inter-Service Intelligence*), pour leur propre utilisation<sup>51</sup>.

D'après un ancien dirigeant de ces services, « l'ISI possède encore 3 millions de Kalashnikov, stockées et graissées, prêtes à être utilisées dans l'avenir »<sup>52</sup>. Il n'est pas difficile de deviner où ces armes sont désormais utilisées. De toute évidence, elles ont été détournées pour armer les militants cachemiris.

Ces armes permirent même à quelques insurgés cachemiris de tenir tête à un grand nombre de forces de sécurité indiennes. Ainsi, le Cachemire pouvait être maintenu en ébullition sans qu'aucun groupe de militants ne soit assez fort pour déclarer l'indépendance ou provoquer l'armée indienne dans une guerre conventionnelle. En fait, il y a une coïncidence entre le repli des Soviétiques d'Afghanistan, en 1989, et l'établissement rapide d'une nouvelle guerre « par procuration » au Pakistan.

---

<sup>51</sup>Tara Katha, No2, pp 63. Un correspondant du « Christian Science Monitor » qui couvrait l'Afghanistan, pp62, a écrit que le Pakistan a remplacé ses vieux fusils de fabrication chinoise par de nouvelles Kalashnikov. Le Ministère des Affaires étrangères pakistanais estime que 60% des livraisons d'armements ont été « écrémées » de cette façon.

<sup>52</sup> RAZA Maj Maroof, *Wars and No Peace Over Kashmir*, Lancer, New Delhi, 1996

Le financement de l'insurrection cachemirienne par les services de renseignement pakistanais proviennent essentiellement, sinon complètement, des bénéfices tirés du narcotraffic. Une ONG basée à Paris, l'Observatoire géopolitique des Drogues (OGD)<sup>53</sup>, rapporta, en novembre 1998, que l'ISI – dont on connaît le don d'ubiquité – « continue à utiliser l'argent de la drogue pour financer l'action de près de dix organisations fondamentalistes opérant au Cachemire ».

Tout semble démontrer que le flux de drogues transitant par l'Inde est à l'augmentation. Selon des estimations de l'ONU, l'Afghanistan aurait produit l'année dernière plus de 2.100 tonnes d'opium, et cette culture s'est étendue à de nouvelles zones contrôlées par les *Taliban*. Helmand, Nangarhar et Kandahar, siège du *Taliban* Amir Mullah Omar, sont les principales zones d'exploitation de l'opium. Les revenus perçus sur l'opium ont permis d'apporter près de 15 millions de dollars dans les coffres des *Taliban*. Il n'est pas surprenant que les chefs des *Taliban* l'aient même sanctionné ; ils ont en effet interdit la culture du hashish puisqu'il est localement consommé par les Afghans, mais autorisé celle de l'opium, destiné à l'exportation. Lorsque l'opium transformé permet d'obtenir un kilogramme d'héroïne, celui-ci se vend 35.000 dollars à Londres et le double à New York. L'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran, représentent à eux trois 75% de l'héroïne en circulation en Europe occidentale, et 50% de l'héroïne vendue aux Etats-Unis<sup>54</sup>. L'opium est transformé en héroïne dans 95 laboratoires situés le long de la frontière afghane avec le Pakistan. Certains des composants chimiques entrant dans cette composition, tels que l'anhydride acétique, proviennent d'Inde.

L'héroïne afghane inonde désormais l'Asie Centrale, depuis que la chute d'Herat aux mains des *Taliban* a ouvert la porte du Turkménistan. En fait, armes et drogues envahissent non seulement le Turkménistan mais aussi les autres républiques d'Asie Centrale. Les barons de la drogue de ces pays ont établi un réseau de liens avec leurs homologues afghans et pakistanais. Inévitablement, des extrémistes islamistes s'infiltrèrent aussi dans ces nations comme dans celles du Caucase; un grand nombre d'entre eux ont été entraînés dans les camps d'Afghanistan ou du Pakistan.

---

<sup>53</sup> MUSTAFA Seema, « Sharif Kin, Dawood run Drug Cartel », *The Asian Age*, 12 novembre 1998 ; l'Observatoire géopolitique des Drogues est financé conjointement par différentes institutions et par l'Union européenne pour suivre le trafic mondial des stupéfiants.

<sup>54</sup> VOMBERGER William, « The CIA and Heroin : Afghan Rebels and Drugs », *Covert Action No 28*, L'été 1987.

## Tendances futures

Les sanctions imposées par les Etats-Unis contre les *Taliban* sont peut-être le premier pas de l'abandon du soutien aux groupes fondamentalistes armés, et d'une action visant à limiter le trafic de stupéfiants<sup>55</sup>. Le Président de l'Alliance du Nord, Rabbani, a bien accueilli ces sanctions. Dans une déclaration faite à Paris, l'Alliance a formulé l'espoir de voir « les sanctions entraîner des conséquences profondes, conduisant à limiter et *in fine* à éradiquer les ressources financières des *Taliban*<sup>56</sup>. De récents contacts diplomatiques établis par l'Alliance du Nord avec les Américains semblent indiquer que Washington semble évoluer vers un renforcement des forces *anti-taliban*.

Ces sanctions pourraient également servir d'avertissement pour le Pakistan, leur principal soutien, en montrant le souci de Washington devant l'émergence de plus en plus importante du fondamentalisme dans ce pays, et l'implication croissante d'Islamabad dans le terrorisme international. Avec la fin de la Guerre Froide, le rôle du Pakistan comme allié des Etats-Unis a certainement diminué, mais ces derniers ne chercheront sans doute pas à s'aliéner le Pakistan au point de conduire celui-ci à vendre ses moyens nucléaires à d'autres Etats islamistes ou extrémistes. Il sera donc aussi complexe que risqué de ménager le Pakistan.

---

<sup>55</sup> Le Président Clinton signa l'ordre d'imposer les sanctions le 07 juillet 1999. Par cet acte, tous les avoirs financiers et les biens possédés par les *Taliban* aux Etats-Unis se trouvent gelés, et toutes les exportations ou toutes les opérations qui pourraient profiter aux *Taliban* interdites.

<sup>56</sup> HUNT Luke , « Afghan Opposition Warmly Welcomes the Sanctions », *The Asian Age*, 08 juillet 1999.

## Conclusion

Plus qu'une simple menace frontalière, le mouvement *taliban* s'avère donc être une traduction du fanatisme sunnite, une menace transversale s'affranchissant des frontières et des identités ; car c'est bien l'identité même du peuple afghan qui est en danger, l'Afghanistan risquant de devenir un clone de l'Arabie saoudite. Les Afghans étaient traditionnellement un peuple gai, exhubérant, aimant la vie, et se distinguant par une identité fortement prononcée. Les *Taliban* se sont acharnés à effacer celle-ci et à restaurer des valeurs culturelles d'un autre âge, pour ne pas dire moyenâgeuses. La société afghane demeure en effet pluriethnique et tribale ; or, remplacer les liens traditionnels tribaux dans une telle société, par une soumission inconditionnelle à l'Islam fondamentaliste est une expérience destructurante de la société qui pourrait bien ruiner l'identité même de l'Afghanistan. L'Afghan est trop fier et trop indépendant pour renoncer à cette culture tribale et à son identité ethnique et se soumettre aux seuls commandements de l'Islam.

D'un point de vue militaire, l'intervention massive du Pakistan à travers son supplétif *taliban* risque d'entraîner une escalade de la violence pour toute la région. Les tentatives réalisées pour déposer par les armes un régime légitime, ou pour altérer l'identité culturelle d'un peuple, traduisent une mentalité aussi arrogante qu'impérialiste qui constitue un réel danger pour une zone déjà particulièrement crisogène. Elles trahissent donc surtout un mépris affiché pour la souveraineté de l'Afghanistan.

Si l'Histoire se répète effectivement, rappelons que les Afghans ont toujours repoussé toute domination étrangère. Il est donc difficile de concevoir comment ils se résoudraient désormais à accepter la domination du Pakistan.

Pour lors, l'Afghanistan est déchiré par les querelles ethniques. Il se peut que Kaboul change encore plusieurs fois de mains. Si l'on ne considère que l'arithmétique des équilibres ethniques, la ville est bien trop au nord pour être la capitale d'un gouvernement purement pachtoune. Le seul espoir pour l'avenir de l'Afghanistan repose sur la réconciliation nationale entre les différentes ethnies et non sur la domination pakistanaise ou sur les chimères d'un pétrole qui a jusqu'à présent fait couler beaucoup plus de sang qu'il n'a rapporté de devises.

Les compagnies pétrolières doivent en effet accepter les conclusions des analyses militaires : aucun pont terrestre traversant l'Asie Centrale ne peut être sécurisé sans la coopération active des Pachtoune et des Faresis. La route du Herat demeurera toujours otage des tribus du Hazara et chiites. Il est donc impossible de prétendre ouvrir une route via Kaboul sans neutraliser auparavant les Tadjiks du Panshir. Comme l'a démontré l'histoire militaire soviétique récente, une telle ambition dépasse les capacités des *Taliban* comme celles de l'armée pakistanaise. Et même si les Tadjiks de Massoud devaient être écrasés, il resterait toujours les Ouzbeks de Abdul Rashid Dostum qui tiennent fermement l'autoroute du nord. Quant à savoir s'ils pourraient être balayés, la question essentielle sera de savoir par qui et

pour combien de temps ? Une fois que ces « coûts masqués » auront été pris en compte par les compagnies pétrolières, la route passant par l'Iran s'avèrera à tout égard bien plus avantageuse.

Aujourd'hui, l'Afghanistan est le pays rêvé de tous les terroristes, seigneurs de la guerre et barons de la drogue. Comme le Liban autrefois, ce pays est devenu aujourd'hui le plus grand camp d'entraînement pour les terroristes islamistes, et on y compte plus d'armes en circulation qu'en réunissant celles des forces armées indiennes et pakistanaises. Cette nouvelle « libanisation » de l'Asie Centrale n'a pu être possible qu'en raison de la myopie stratégique de quelques puissances allogènes. Dans les années à venir, les responsables de ce havre de la terreur et du terrorisme pourraient bien se voir déposséder au profit de leurs propres créatures. Mais aucun pays de la région n'y gagnera rien non plus, bien au contraire comme l'a prouvé la crise de Kargil. Celle-ci peut être considérée comme la démonstration la plus achevée de la collusion entre le Pakistan et les *Taliban* depuis la chute de Kaboul entre les mains de ceux-ci, il y a trois ans, et de leur implication dans l'insurrection cachemirienne, depuis plus de dix ans. Il est évident que l'Inde n'a pas su anticiper cette agression. Mais même si elle en tire aujourd'hui les enseignements et répare les dégâts occasionnés lors de celle-ci, elle ne doit pas perdre de vue quels ont été les bénéfices qu'elle en a tirés. La position des Etats-Unis au regard de la crise de Kargil, et leur décision d'imposer des sanctions contre les *Taliban*, renforce les assertions indiennes selon lesquelles les racines du terrorisme au Cachemire se trouvent au Pakistan et en Afghanistan. Il semble donc que la communauté internationale soit aujourd'hui résolue à aller au-delà de la seule condamnation rhétorique du terrorisme, le fléau de cette fin de siècle et peut-être du siècle à venir.

## Bibliographie

- AHMED Ishaq, « The Taliban Takeover », in Friday Reviews, *The Nation*, du 04 octobre 1996.
- BISWAS Ashish K Biswas, « Bangladesh : Laden Looks East », in *Outlook* (New Delhi), 19 Jul 1999.
- BOURKE Jason , « World's Most Wanted », *The Express Magazine* , 11 juillet 1999
- COHEN Ariel « The New Great Game : Pipeline Politics in Eurasia », p2, *Eurasian Studies, Vol 3, No 1*, Printemps 1996 .
- CORDOVEZ Diego et HARRISON Selig ,*Out of Afghanistan : The inside Story of Soviet Withdrawal*, pp 56-57, Oxford University Press, New York, 1995.
- HUNT Luke , « Afghan Opposition Warmly Welcomes the Sanctions », in *The Asian Age*, 08 juillet 1999.
- DUPREE Louis, *Afghanistan* , Princeton University Press, New Jersey.
- KAK Kapil, « Pakistan : A Geopolitical Appraisal », pp 1123-1130, *Strategic Analysis, Vol 22, No 8*, novembre 1998.
- KRISHNASWAMY Sridhar, « US Warns Pak Against Nuclear Proliferation », 11 juillet 1999.
- MALEY William, *Fundamentalism Reborn ? Afghanistan and the Taliban*, Hurst and Company, Londres, 1998.
- MOHAN C Raja , « Holy Terror : Pakistan in a Cleft Stick », *The Hindu*, 22 août 1998.
- MUSTAFA Seema , « Sharif Kin, Dawood run Drug Cartel », in *The Asian Age*, 12 novembre 1998.
- NAKMEN M Amin, *Afghanistan at the Cross Roads* , p 105, ABC Publishing House, Londres, 1998.
- RASHID Ahmed , « Pakistan : Raise the Crescent », *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong , 3 decembre 1998.
- RASHID Ahmed , « Afghanistan : Taliban Temptation » *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong , 11 Mar 1999, Vol 162, No 10.
- RAMAN B, « Kargil: Some Dramatis Personae », *South Asian Analysis Group Papers*, Chennai Institute of Topical Studies, 02 juin 1999.
- RAMAN B « Army Chief Caught Yapping », *South Asian Analysis Group Papers*, Chennai Institute of Topical Studies, Madras, 14 juin 1999.
- RAMAN B, « Explosions in Tashkent : The Background », *South Asia Analysis Group Papers*, Chennai Institute of Topical Studies, 3 mars 1999.
- RAZA Maj Maroof , *Wars and No Peace Over Kashmir* , Lancer, New Delhi, 1996
- ROSSIGNOL Gilles, *Afghanistan: la colonisation impossible*, éd. du Cerf, 1984.
- RUMER Boris Z, *The Gathering Storm in Central Asia*, pp 89-90, Orbes, Moscou, 1993.
- ROY Oliver « The Lessons of the Soviet/Afghan War » *Adelphi Paper No 259*, 1991.
- SCHALGADIN Nikola B , « Iran and the Post War Security in the Persian Gulf », *USDP*, Santa Monica, US 1994.
- SCHOFIELD Clive et PRATT Martin « Claims to the Caspian Sea », p 76, *JIR Vol 8, No 2*, fevrier 1996.

SHENOY TVR , « It is Nuclear Blackmail », *The Indian Express*, 17 juin 1999.

SREEDAR et VEDMahendra, « The Afghan Turmoil: Changing Equations », p 187, *Himalayan Books*, New Delhi, Editions », *Himalayan Books*, New Delhi, 1998.

STOBDAN P , « Building a Common Future : Indian and Uzbek Perspectives on Security and Economic Issues », *Knowledge World*, New Delhi, avril 1999.

STOBDAN P, *The Afghan Conflict and India : Delhi Papers* , IDSA, New Delhi , juin 1998.

VOMBERGER William , « The CIA and Heroin : Afghan Rebels and Drugs », *Covert Action No 28*, Eté 1987.

WEINBAUM Marving , *War and Peace in Afghanistan : The Pakistan Role*, Middle East Journal, 1991.

WIRSING Robert G *Pakistan's Security Under Zia 1977-1988 : The Policy Imperatives of a Peripheral Asian State*, p 31, Macmillan, Londres, 1991.

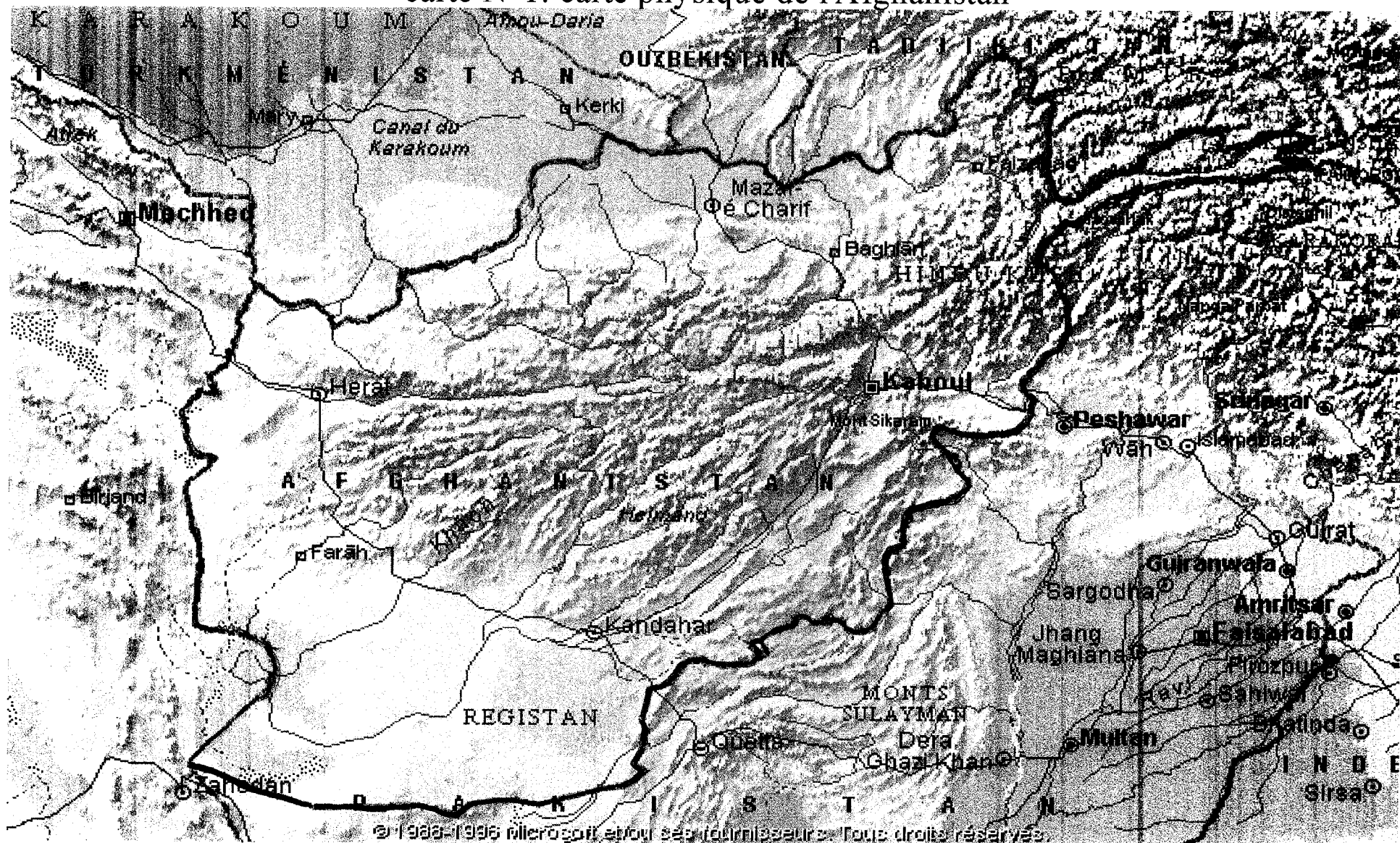
ANNUAIRES STATISTIQUES DE L'ONU, années 1984 et 1993

LA DOCUMENTATION FRANCAISE, *La Guerre d'Afghanistan*, 1985

L'ETAT DU MONDE, 1993.

OUVRAGE COLLECTIF : *The Truth About Afghanistan ; Documents, Facts, Eyewitness Reports* , pp 83-90, Novosti Press Agency, Moscou, 1991.

carte N°1: carte physique de l'Afghanistan









MAJOR SOURCES  
 SOVETSKAYA ETNOLOGIYA #2, 1944;  
 ETNOLOGIYA SSSR SREDN'YAZIYNOY AZII, 1955;  
 ETHNOLOGICAL SURVEYS, SUPPLEMENT

# ETHNIC GROUPS

Groupes ethniques

-  MAJOR PUSHTUN AREA
-  MAJOR ETHNIC UNITS
- (D) DURRANI TRIBAL UNITS
- (G) GHILZAI TRIBAL UNITS
-  MAJOR ETHNIC GROUPS
-  OTHER PUSHTUN TRIBES

M MOGHOL  
 TA TAJIK  
 TU TURKOMAN  
 FA FARSIWAN

AREAS UNDER TALIBANS

TUKMENISTAN OUZBEKISTAN TADJIKISTAN

